

INpreCOR

Numéro 303 du 23 février au 8 mars 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB



AFRIQUE DU SUD
La métamorphose

YOUGOSLAVIE
La crise s'accroît

URSS
Les débats
du plénum

DOSSIER FEMMES

Afrique du Sud ♦ RDA ♦ URSS ♦ Brésil

INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 303
du 23 février au 8 mars 1990

3
AFRIQUE DU SUD
La métamorphose
Peter BLUMER

6
YUGOSLAVIE
Les méandres de la démocratisation
Branka MAGAS

10
UNION SOVIETIQUE
« Gorbatchev, de quel côté es-tu ? »
Gerry FOLEY



DOSSIER FEMMES

13
RDA
« Un monde à gagner »
DOCUMENT

16
UNION SOVIETIQUE
L'avortement comme contraceptif !
DOCUMENT

18
AFRIQUE DU SUD
Travailleuses en colère
Interview de Jane **BARRETT**

21
BRESIL
Femmes dans le PT
Interview de Tatau **GODINHO**

23
ITALIE
Le mouvement des étudiants
Isaac PARODI

25
EN BREF
MEXIQUE : Une première victoire à Ford
COREE DU SUD : Répression accrue
TURQUIE : 66 morts dans la mine
MAROC : Grèves de la faim

27
GLASNOST

28
FEMMES
A l'offensive !
Sophie MASSOURI

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

Collectionner, indexer, prospecter...

Comme chaque année, à la même période, l'équipe d'*InpreCOR* vous proposera bientôt la collection reliée de tous les numéros de l'année 1989, riche en montées révolutionnaires : utile document d'archives ou cadeau original pour faire découvrir cette revue.

Mais, plus exceptionnel, la rédaction met actuellement la dernière main à l'élaboration d'un index des 15 années d'*InpreCOR* (mai 1974/décembre 1989) où les lecteurs de la première heure (et les autres...) trouveront la liste exhaustive de tous les articles publiés depuis cette date.

Par ailleurs, la campagne d'abonnements continue : n'oubliez pas de proposer autour de vous, ou de souscrire, l'abonnement promotionnel à 250 FF pour un an ou l'abonnement "jeunes et chômeurs" à 100 FF pour six mois. La rédaction remercie les nombreux lecteurs qui participent activement à la campagne "d'abonnement à l'essai" en nous envoyant les noms et adresses de personnes de leur entourage susceptibles d'être intéressées par la lecture d'*InpreCOR* et auxquelles nous faisons parvenir deux exemplaires gratuits avant de leur demander si elles désirent s'abonner. Les premiers abonnés à l'essai ont déjà reçu leur deux numéros, il serait donc utile de les contacter pour leur demander ce qu'ils en pensent et s'ils souhaitent s'abonner... et continuez à nous envoyer des adresses ! ★



La rédaction

Dessins à la "Une", pages 14, 15 et 22 tirés de l'album "The Selamin Aleyküüm" de Latif Demirci, Istanbul, 1984.

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél: 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél: 45.32.06.23

ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord,
Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *InpreCOR*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an) ☐

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois) ☐

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits) ☐

Réabonnement ☐

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

La métamorphose

NELSON MANDELA n'a pas passé 27 ans de sa vie en prison parce qu'il était favorable à la lutte armée ou parce que son mouvement travaillait avec des communistes. S'il a été incarcéré aussi longtemps, c'est pour quelque chose à la fois de beaucoup plus simple et de beaucoup plus dangereux pour le système : il symbolisait l'exigence de tous les Noirs d'être considérés comme citoyens sud-africains à part entière et de bénéficier du suffrage universel.

Or, si une telle revendication — aussi élémentaire — a mené le régime sud-africain à emprisonner Mandela aussi longtemps ce n'est pas parce qu'il était composé de sinistres crétins qui n'avaient pas compris tout l'avantage que pourrait procurer à l'économie sud-africaine le label de la démocratie parlementaire.

Non, l'apartheid n'a pas été un simple intermède dictatorial de 1948 à aujourd'hui. Héritage de toute la colonisation antérieure du pays, il a constitué un mode particulier de développement capitaliste, structurant simultanément les rapports entre les "races" et les rapports entre les classes. La particularité principale de l'Afrique du Sud n'est pas l'apartheid mais son histoire socio-économique qui a produit cette ségrégation raciale.

Il faut évidemment incorporer dans toute analyse les facteurs secondaires de l'héritage colonial et de la stupidité réactionnaire du colon afrikaner. Mais rien de cela ne saurait expliquer l'ensemble du système et sa reproduction au fil des décennies passées.

Qu'est-ce que l'apartheid ?

C'est pourquoi il faut se reporter encore aujourd'hui à ces critères socio-économiques pour comprendre l'évolution en cours et mesurer ce que l'on appelle actuellement le démantèlement de l'apartheid.

Certains auteurs ont qualifié l'apartheid de "capitalisme racial" afin d'illustrer la manière dont le système entremêle critères raciaux et critères de classe. L'existence d'une large petite bourgeoisie noire dans l'apartheid tardif n'ôte rien au fait fondamental que le système a été maintenu et reproduit afin de fournir une main-d'œuvre bon marché. Ce mode de régulation sociale était traversé par toutes sortes de contradictions. Mais ces der-

Pourquoi Nelson Mandela a-t-il été emprisonné pendant 27 ans ? La question mérite d'autant plus d'être posée que se développe une véritable euphorie consensuelle sur le retour de l'Afrique du Sud dans le concert des nations démocratiques.

Peter BLUMER



nières n'ont vraiment commencé à déstabiliser le système que lorsque, dans le cours du développement capitaliste du pays, il fallut élargir le marché intérieur et augmenter la main-d'œuvre qualifiée.

L'ère des réformes commença quand il fallut amender puis faire disparaître l'essentiel des règles qui réservaient toute une gamme d'emplois aux seuls travailleurs blancs. Avec ce changement, au tournant des années 70 et 80, la cohérence du système s'effondrait brutalement. Mais il s'en fallait de beaucoup pour que le système puisse s'auto-réformer car les antagonismes sociaux avaient atteint un tel degré que chaque brèche pouvait favoriser de nouvelles audaces de la part du mouvement des masses noires. Il y a eu la grève générale du Natal en 1973, le soulèvement de la jeunesse des townships au Transvaal en 1976, puis en 1979 au Cap. A partir de 1982, enfin, la situation bascula définitivement et le pays entra dans une période d'affrontements de grande am-

pleur. Ainsi s'enchevêtrent au cours de ces vingt années les éléments économiques et politiques de crise de l'apartheid. Mais pour comprendre ce qui est en train de se passer, il faut garder en mémoire cette double contrainte pour la bourgeoisie sud-africaine — les nouveaux besoins du capitalisme et la montée révolutionnaire des masses — et ne pas croire qu'elle est seulement poussée au changement par la pression des luttes (1).

Sinon, on ne comprendrait pas les réserves dont dispose la classe dirigeante pour entamer des négociations et on se tromperait sur les rapports de forces actuels. Dans son discours du 2 février, annonçant la libéralisation politique, le président sud-africain De Klerk a bien expliqué qu'une « situation nouvelle requiert bien plus que des changements politiques et constitutionnels. Elle ne peut se poursuivre positivement en faisant abstraction des problèmes des autres sphères vitales qui exigent des solutions pratiques : la pauvreté, le chômage, le manque de logements, l'insuffisance de l'éducation et de la qualification, l'analphabétisme et les besoins de santé ».

Une Afrique du Sud sans discrimination raciale ?

Ce discours clôt ainsi des années de débat au sommet de l'Etat sur la "dérégulation" de l'apartheid et sur les réformes socio-économiques. Certains cercles bourgeois libéraux réclamaient cela depuis des années, mais il est tout à fait significatif que ce soit maintenant le chef d'Etat et le Parti national au pouvoir qui le disent et le fassent. Ainsi, toute idée selon quoi De Klerk traînerait les pieds et agirait contraint et forcé est erronée. Il faut, au contraire, s'attendre à d'importantes restructurations de la société sud-africaine.

Mais il ne faut pas pour autant se joindre au chœur de ceux qui fêtaient déjà l'ère des réconciliations et des consensus. Il y aura réformes, certes, mais la société sud-africaine va bien entendu rester une société de classe...

Le mouvement démocratique de libé-

1) Parmi les études récentes, voir notamment : Fuad Cassim. "Growth, Crisis and Change in South African Economy", *After Apartheid*, Centre for Southern African Studies, University of York, Londres 1988.

ration ne s'est, jusqu'à présent, jamais cantonné à réclamer uniquement des mesures institutionnelles. Tous les courants politiques, quels qu'ils soient, ont avancé aux côtés de leurs demandes démocratiques des revendications socio-économiques plus ou moins radicales. Une société sans "apartheid" ne peut en effet se résumer à l'adoption du suffrage universel. Il faudrait que toutes les institutions soient définitivement "dé-racialisées", autrement dit, que la référence à la "race" en soit ôtée (2). Il faudrait que les droits soient strictement les mêmes pour tous, qu'il n'y ait plus de discriminations sur le droit à la propriété, que les bantoustans soient détruits, etc.

Mais, au-delà de ces évidences, quel pourrait être le contenu, dans une société capitaliste, de la philosophie générale

d'égalité ? Au Transkei, 80 % de la population rurale vit en-dessous du niveau de subsistance, et un enfant sur sept meurt avant cinq ans. Moins de 20 % des habitations de ce *bantoustan* ont accès à l'eau potable et les femmes passent deux heures par jour pour la collecter. Les estimations officielles concernant le logement en Afrique du Sud prévoient, pour l'an 2 000, si la situation ne change pas radicalement, un manque de 3,2 millions de logements pour les Noirs et de 181 000 pour les Blancs (3).

En 1988, la réussite au baccalauréat était de 96,1 % pour les étudiants blancs, de 95,1 % pour les Indiens, de 67,8 % pour les "Métis" et de 57,9 % pour les Noirs (4). Elle est tombée à 42 % pour ces derniers en 1989. En 1987, selon le gouvernement, un travailleur noir de l'industrie (hors mines) et des services gagnait en moyenne 593 Rands (5), un "métis" 738 Rd, un "indien" 1 061 Rd, et un Blanc 1 956 Rd.

Tous ces chiffres expriment parfaitement ce qu'est l'apartheid : un mélange d'appartenance de classe et de classification raciale. Dans une société capitaliste ayant formellement aboli toutes les lois raciales, il faudrait de toute manière des décennies pour faire disparaître un tel héritage ! (6) Si la bourgeoisie sud-africaine a bien l'intention de procéder à des réformes, elle se gardera pourtant de scier la branche sur laquelle elle est assise.

Quelles négociations ?

Au niveau constitutionnel d'abord, les négociations vont porter sur le suffrage universel. Jusqu'à présent, toutes les organisations du mouvement de libération ont exigé le système du "une personne, une voix". Pris au pied de la lettre, cela voudrait dire qu'il n'y aura plus de corps électoral subdivisé selon la race, que les "Africains" voteront comme les autres, que toute personne pourra être candidate et élue dans n'importe quelle élection et dans n'importe quelle circonscription. Une telle réforme institutionnelle aboutirait immédiatement et *de facto* à un Parlement à majorité noire.

L'enjeu des négociations sur ce point va être celui d'un compromis juridique. Déjà depuis deux ans, le gouvernement explique qu'il faut remplacer le système des groupes raciaux par celui de regroupements librement consentis (pour l'habitat ou les écoles par exemple). Dans son discours du 2 février De Klerk a déclaré : « Il est clair qu'un système de protection des droits des individus, des minorités et des entités nationales doit former un tout bien pesé et équilibré. » Il ne s'agit absolument pas ici du droit démocratique élé-

mentaire à pratiquer librement sa culture, sa langue ou sa religion, mais de trouver un moyen constitutionnel quelconque qui offre à la minorité blanche un droit particulier de contrôle ou de veto (7).

L'objectif des dirigeants blancs sera de trouver une formule constitutionnelle reconnaissant formellement le principe du "une personne une voix" mais aboutissant, grâce à certains mécanismes (circonscriptions, ou droits de veto, ou double chambre) à une garantie spécifique pour l'électorat blanc. Les négociations vont par ailleurs être longues. Mais, présentées sous la forme d'une table ronde visant, d'un commun accord, à "changer" l'Afrique du Sud, elles prendront inévitablement la forme d'une longue transition durant laquelle chaque organisation sera testée sur sa capacité à discipliner ses membres et ses sympathisants.

Quelles réformes ?

L'autre enjeu des négociations sera celui du *Group Area Act* [la loi réglementant la ségrégation de l'habitat, ndlr] et par voie de conséquence, celui de la ségrégation scolaire. Là, il ne fait aussi aucun doute qu'il y aura des réformes spectaculaires. Il y a d'ailleurs, en la matière, des évolutions objectives incontournables : des zones urbaines entières ont été officiellement ouvertes aux populations noires, entérinant ainsi une situation de fait. Mais, en revanche, rien n'indique que les réformes en vue vont faire disparaître les ghettos noirs et modifier l'urbanisme de l'apartheid. Les prix du terrain ne constituent-ils pas d'ailleurs un autre moyen de ségrégation ?

Les revenus du travail vont sans doute augmenter et la petite bourgeoisie noire s'étendre. Mais cela se ira de pair avec une aggravation des différenciations sociales au sein des communautés noires. Un nouveau droit de propriété du sol va voir le jour, mais cela va aboutir, entre autres, à la capitalisation accélérée d'une petite agriculture noire, avec ses conséquences dramatiques pour la grande majorité des pauvres dans les zones rurales. Rien de tout cela, finalement, ne ressem-

De Klerk et le "nouveau climat international"

Extraits du discours prononcé par le président sud-africain De Klerk devant le Parlement, le 2 février 1990.

« La dynamique des événements internationaux a créé également de nouvelles opportunités pour l'Afrique du Sud. Des progrès importants ont été réalisés, entre autres dans nos relations extérieures, surtout là où existaient des blocages préalables à cause de considérations idéologiques...

« Ces développements vont entraîner des conséquences imprévisibles en Europe, mais seront aussi d'une importance décisive pour l'Afrique. Il semblerait que les pays d'Europe orientale et centrale vont polariser l'attention, alors que l'intérêt pour l'Afrique va décliner...

« L'effondrement en Europe centrale, particulièrement au niveau du système économique, doit également servir d'avertissement... Ceux qui veulent forcer l'Afrique du Sud à adopter un tel système en faillite doivent totalement réviser leurs opinions. Il doit être clair pour tous que ce système n'est pas plus une solution ici qu'ailleurs...

« Le gouvernement est prêt à négocier avec d'autres pays d'Afrique australe afin de préparer un plan de développement réaliste. Le gouvernement estime que nous sommes suffisamment avancés dans la suppression des obstacles à la convocation d'une conférence des Etats d'Afrique australe. » ★

2) C'est pourquoi la majorité des organisations se réclament dorénavant d'une Afrique du Sud "non raciale" au lieu de "multi-raciale".

3) *Race relations Survey*, p. 190, Johannesburg, 1989.

4) *Ibidem*, sans le Transkei, p. 270.

5) 1 rand = 0,4 dollar.

6) Sur cette question, la référence à la situation des Noirs et des Chicanos aux Etats Unis aujourd'hui — malgré l'égalité formelle — est tout à fait pertinente.

7) Malheureusement, la phrase de N. Mandela selon laquelle l'ANC reconnaît les revendications des Blancs d'obtenir des garanties structurelles pour éviter une domination noire est une concession au projet du Parti national.

blera à une Afrique du Sud "non- raciale". Le système sera réformé, non révolutionné.

Il reste d'autres inconnues. D'abord le problème des *bantoustans* que les négociations vont devoir aborder un jour ou l'autre. Un vrai démantèlement des *homeland* représenterait rien moins que la fin de la longue histoire des "réserves". 20 millions de personnes sont recensées comme "citoyens" de ces dix *bantoustans*, où 13,8 millions habitent en permanence. Les faire disparaître en tant qu'entité socio-économique particulière nécessiterait une réforme agraire radicale éliminant la dualité entre agriculture capitaliste blanche et agriculture de subsistance noire et permettant une profonde redistribution de la terre.

Il faudrait que disparaisse l'ensemble des systèmes politiques particuliers qui ont donné naissance, au sein de ces *bantoustans*, à des formations sociales et à des administrations publiques spécifiques (8). Il faudrait aussi que leurs forces armées et leurs polices soient démantelées. De tels bouleversements sont-ils envisageables à court terme ? Comment en maîtriser la gestion en évitant les explosions populaires dues à l'impatience et à la montée de revendications révolutionnaires ?

La question des forces armées va aussi se poser. Une Afrique du Sud non- raciale nécessiterait une armée non- raciale à tous les échelons de la hiérarchie... Or, à la différence de ce qui s'est passé au Zimbabwe, l'intégration massive des ailes militaires de l'ANC et du PAC dans l'armée actuelle n'est pas chose envisageable.

Toutes ces questions touchent à des aspects structurels de l'Etat sud- africain. Dans son premier discours du Cap, Nelson Mandela a réaffirmé l'objectif — présent dans la Charte de la Liberté — de la nationalisation des mines et d'autres secteurs clés. La suite des événements montrera comment évolue cette demande (9), dans un pays où l'économie est en effet entre les mains de monopoles à plus de 70 %. Mais les nationalisations elles-mêmes soulèvent le problème de la nature des institutions et de la rupture avec l'Etat- apartheid. Les *bantoustans*, la nature et la composition des forces de répression, les législations, les systèmes fonciers, les loyers des sols, etc., seront autant de révélateurs de la profondeur ou de la superficialité des réformes.

Il ne faut donc entretenir aucune illusion sur le processus politique en cours. La bourgeoisie sud- africaine n'est pas acculée à faire des réformes. Elle a intégré, depuis longtemps maintenant, la nécessité de changer le système de domination. Elle n'est donc pas dans une position où elle

devra faire des concessions dramatiques pour sauver l'économie de marché. C'est pourquoi, les réformes constitutionnelles n'impliqueront sans doute pas des bouleversements socio-économiques majeurs.

C'est ainsi que se pose la question du compromis. Et déjà, on voit dans la presse internationale des articles expliquant que De Klerk et l'ANC auront à se garder de leurs "extrémistes". Renvoyer dos à dos l'extrême droite fasciste blanche et les courants qui, dans le mouvement de masse noir, pourraient souligner l'insuffisance des réformes est en soit un scandale. Mais le plus grave est, bien sûr, d'identifier par là-même la fin de l'oppression raciale au projet de réforme du système par De Klerk lui-même. Est-ce "tomber dans l'extrémisme" que d'exiger qu'il n'y ait aucun droit constitutionnel spécifique pour les Blancs ? Est-ce de l'irresponsabilité de vouloir le démantèlement complet des *bantoustans* et une réforme agraire radicale ? Est-ce irréfléchi de penser que l'oppression des Noirs subsistera tant que la grande masse des exploités sera, elle aussi, majoritairement noire ?

Phase décisive pour le mouvement de masse

Les négociations vont donc représenter une phase tout à fait décisive pour le mouvement de masse et tous les mouvements politiques. On sait fort bien ce qui amène le Congrès national africain (ANC) à la table des négociations : une nouvelle situation mondiale marquée par la nouvelle politique soviétique et l'impasse stratégique après le grand mouvement des années 1983-87. Mais cela ne signifie pas que l'ANC soit monolithique et aborde la nouvelle situation de manière homogène. Son hégémonie sur la majorité du mouvement de masse n'empêche pas la représentativité réelle d'autres forces (10) et il doit compter aussi sur l'existence de mouvements aussi réactionnaires qu'Inkatha, l'organisation zou-

lou de Buthelezi, président du *bantoustan* Kwazulu (11).

Le mouvement de masse reste très mobilisé, bien qu'affaibli par rapport aux années 1985-87. Mais les négociations ne s'ouvrent pas dans une situation révolutionnaire. Pour la grande masse des militants le problème n'est plus "socialisme ou négociations". Les vraies questions vont plutôt être de savoir comment utiliser cette nouvelle situation pour clarifier les grands débats politiques qui traversent le mouvement de masse depuis de nombreuses années. Partir de l'expérience élémentaire des militants pour redonner des perspectives au mouvement nécessite de poser tout d'abord la question de qui négocie et comment. Il est tout à fait décisif que les négociations ne soient pas secrètes, que le mouvement de masse et toutes ses organisations aient les moyens de savoir ce qui se dit et ce qui se fait. Ensuite, il est important que le mouvement ouvrier s'implique dans ces débats en posant son propre programme immédiat. A savoir :

- "une personne, une voix" et toutes les libertés démocratiques sans délais. Abolition immédiate de toutes les lois racistes et de toutes les entraves au droit syndical.

- disparition totale des *bantoustans* et réforme agraire.

- nationalisation des mines et des grosses sociétés capitalistes, avec droit de veto des organisations syndicales dans leur gestion. Redistribution des terres et réforme agraire.

- démantèlement de toutes les forces de sécurité et de la police. Désarmement immédiat des groupes fascistes.

- unité et indépendance du mouvement syndical par rapport à tous les mouvements politiques.

- rejet de toutes les pressions internationales sur les organisations progressistes, qu'elles viennent de Washington, Londres ou Moscou. ★

16 février 1990

8) Quatre de ces *bantoustans* sont déclarés "indépendants". Preuve des nouvelles spécificités, le général Holomisa, nouveau dirigeant du Transkei, a autorisé les activités de l'UDF avant De Klerk et a demandé que la "réintégration" du Transkei dans l'Afrique du Sud soit ré-envisagée.

9) Le *Weekly Mail* du 16 février 1990 rapporte que Mandela a déclaré que la controverse autour de son appui aux nationalisations des secteurs clés était inutile et mal conçue, et qu'il n'avait eu d'autre but que de réaffirmer la position actuelle de l'ANC, tout en étant entendu que le mouvement était prêt à tout renégocier. Le même journal cite également les propos du secrétaire général du PC sud- africain, Joe Slovo, qui estime que les nationalisations ne sont pas le seul moyen d'assurer la redistribution des richesses. Slovo a déclaré à la BBC :

« La question de savoir comment nous allons trouver les ressources pour corriger les injustices d'antan doit encore être élaborée. L'approche à ces questions peut être négociée. »

10) Ceci a été notamment constaté à la Conférence pour un avenir démocratique, où la moitié de l'assistance représentait des forces indépendantes de gauche, tout à fait réticentes au processus de négociation.

11) Une situation de guerre civile entre Inkatha et les militants se réclamant des organisations progressistes (notamment de l'ANC) se déroule depuis plusieurs années dans la région du Natal. Il y a maintenant des dizaines de morts par semaine. Tout le monde s'accorde à penser que N. Mandela peut jouer un rôle décisif dans le règlement négocié de cette crise.

Les méandres de la démocratisation

La crise politique s'accroît en Yougoslavie. D'une part, la décomposition de la Ligue des communistes yougoslaves (LCY) s'est accélérée avec l'interruption de son XIV^e Congrès, le 23 janvier dernier et la rupture des communistes slovènes. Ces derniers ont décidé, le 4 février, de se transformer en formation politique indépendante et de se dénommer Ligue des communistes—Parti du renouveau démocratique. Une semaine après, le parti croate a décidé à son tour de changer son nom et d'adopter celui de Ligue des communistes—Parti des changements démocratiques et menace également de rompre avec la LCY.

Par ailleurs, la situation reste très tendue au Kosovo où les affrontements entre la population albanaise et les forces de l'ordre ont fait vingt-sept morts au mois de janvier. Le gouvernement a décidé d'envoyer des troupes de l'armée et le couvre-feu a été décrété le 21 février.

Malgré ces tensions, le processus de démocratisation se poursuit, avec notamment l'éclosion d'une multitude de nouvelles formations politiques indépendantes dans tout le pays.

Branka MAGAS



CHACQUE JOUR, qu'il vente ou qu'il pleuve, Dragan Blagojevic se tient dans un coin du passage caverneux qui serpente sous la principale gare de Zabreb, entouré de piles toujours plus

hautes de publications peu habituelles : magazines d'étudiants, revues satiriques, bulletins culturels, bandes dessinées politiques et, aujourd'hui, par-dessous tout, quotidiens et mensuels des nouveaux partis, venant de toutes les régions de Yougoslavie. Les autorités fédérales ont récemment donné leur accord à un système multipartite ; l'assemblée locale de Croatie s'affaire à rédiger un nouveau projet de loi électorale qui autorisera les partis d'opposition à se disputer le pouvoir au printemps prochain ; mais les pères de la cité n'ont pas encore permis la diffusion de la "presse alternative" dans les kiosques et les librairies.

Le volume de la marchandise de Dragan augmente inexorablement. Personne ne sait combien il y a de partis actuellement en Yougoslavie. Chaque jour, de nouvelles organisations et des groupes d'initiative apparaissent ; leurs fondations

sont dûment annoncées dans la presse — bien que tous n'aient pas été légalisés et que l'attitude des autorités varie considérablement d'une région à l'autre. Aujourd'hui, les formations politiques peuvent être grossièrement divisées en cinq catégories :

Le spectre politique

1) Le bloc "officiel" formé des Ligues des communistes des Républiques, des Alliances de la jeunesse socialiste et des Alliances socialistes des travailleurs. Ces jours-ci, ils en sont en train de se transformer rapidement en organisations autonomes, au moins en Slovénie et en Croatie, et leurs homologues des autres Républiques (notamment les organisations de jeunesse de Bosnie-Herzégovine, de Serbie et de Macédoine) sont prêts à faire de même.

2) Plus nombreux : les nouveaux partis nationaux qui comprennent, entre autres, l'Alliance paysanne, l'Alliance démocratique et les Démocrates-chrétiens en Slovénie ; le Parti paysan, l'Union démocratique et les Démocrates-chrétiens

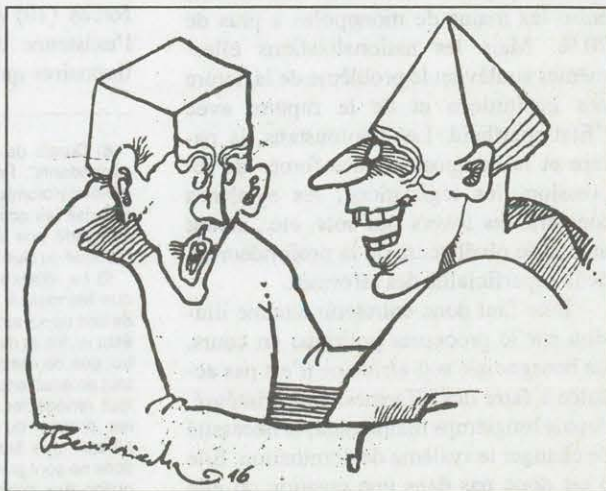
en Croatie ; les Partis radical, libéral et démocrate propres à la Serbie ; l'Alliance démocratique au Kosovo ; le Parti démocratique au Monténégro ; l'Union démocratique de toute la Macédoine ; la Ligue hongroise au Vojvodina.

3) Des partis comme les Libéraux sociaux croates, les Démocrates sociaux slovènes, croates et yougoslaves, le Mouvement pour la coopération européenne et les Radicaux transnationaux qui, tous, aspirent au partenariat avec des formations similaires d'Europe occidentale. Il est difficile de déterminer à quel point leurs noms reflètent réellement leurs politiques. Comme l'a dit un futur dirigeant du Parti social-démocrate yougoslave : « Pour l'instant, tout est affaire de lutte pour un espace politique ».

4) Une cohorte d'"initiatives de citoyens" non organisées dans des partis, comme l'Action verte, les Comités de vérification d'Helsinki, et divers comités pour les droits de l'homme. On peut aussi y ranger l'Association pour une initiative démocratique yougoslave, première hirondelle du printemps démocratique et seule organisation "alternative" à avoir des correspondants dans tout le pays.

5) Les derniers, mais certainement pas les moindres, sont les syndicats indépendants des ouvriers des industries et des transports dont la force est apparue à la mi-janvier quand une grève des camionneurs a coupé l'intérieur du pays des côtes pendant deux jours et une nuit.

A part ces syndicats, les nouvelles formations politiques ont été créées la plupart du temps par des intellectuels et comptent des dizaines, des centaines ou, au plus, des milliers de membres. Les Démocrates du Kosovo sont les seuls — malgré (ou à cause de) la répression — qui ont eu plus de 200 000 adhérents en quelques jours à peine.



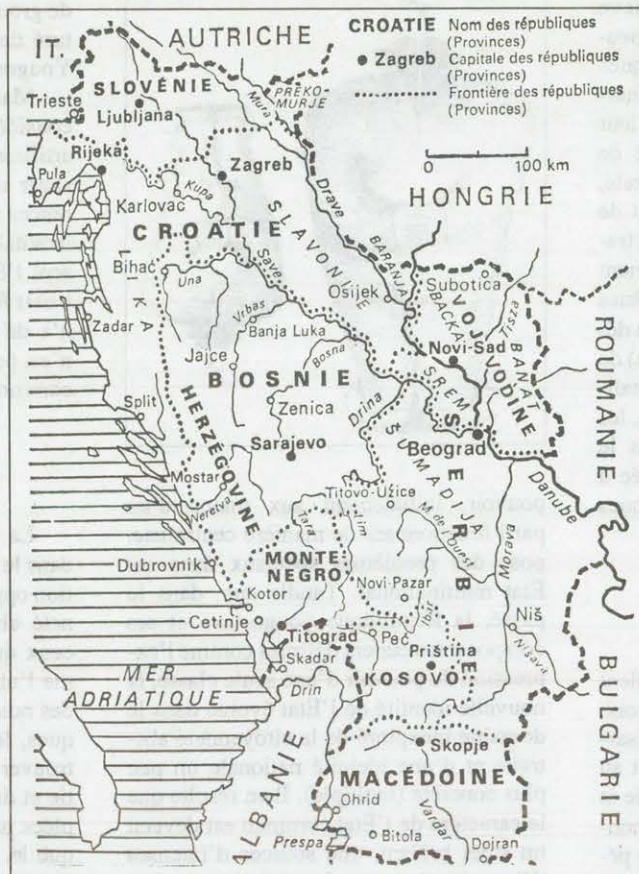
Comment peut-on arriver à comprendre la politique de cet Etat multinational, situé entre la Méditerranée, l'Europe centrale et l'Est proverbial ? L'écrivain du Kosovo Shkelzen Maliqi a essayé de le faire en insistant sur les inégalités ou plutôt sur la "non-simultanéité" des différents schémas de développement dans le pays. Ceci était exprimé sans ambages lors du récent 14e Congrès de la LCY (suspendu et ayant peu de chances de reprendre un jour), quand les délégués slovènes sont partis en masse, exaspérés par le refus de leurs collègues serbes de comprendre la nature des profonds changements dans lesquels s'engouffre l'Europe de l'Est aujourd'hui. Les Slovènes ont été appuyés par leurs homologues croates, également confrontés à des élections libres au printemps prochain et appréhendant donc la possibilité d'une défaite face aux blocs nationalistes locaux — viruellement anti-communistes.

Le Parti serbe, au contraire, représente déjà en soi une force nationaliste. De plus, il a déjà organisé et gagné des élections (largement truquées) l'an dernier, et ne subit donc pas de pressions immédiates pour appliquer le nouvel engagement de la LCY d'instaurer un système multipartite, bien qu'il soit confronté à une opposition démocratique croissante sur ses propres terres.

Manque de synchronisation

Le reste du pays est en train de s'adapter lentement à la nouvelle ère, inaugurée par la Slovénie mais développée plus dramatiquement dans tous les pays voisins, tour à tour (à l'exception — mais pour combien de temps ? — de l'Albanie). Le même décalage peut apparaître aussi dans le violent contraste entre la reconnaissance *de facto* de la liberté d'association dans pratiquement tout le pays et la prolongation de l'état d'urgence au Kosovo, où l'on continue à tirer sur ceux qui manifestent en faveur de la démocratie. La violente suppression, l'an dernier, de l'autonomie de la province, et les bains de sang répétés qui ont suivi, ont beaucoup discrédité la direction du parti, et ont assigné un rôle central à la question nationale albanaise dans le destin de la démocratie yougoslave naissante (voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989).

Cette dialectique de liberté et de répression reflète le très profond manque de synchronisation entre les développements



politiques et économiques des régions yougoslaves hétérogènes nationalement. La Slovénie, d'une part, a déjà réalisé avec succès son processus d'industrialisation ; sa base sociale, ainsi transformée, est prête pour le saut dans l'ère de la technologie de l'information. C'est cela qui, plus encore que la solidarité nationale face aux menaces serbes, a formé la base de la remarquable unité de projets entre les communistes slovènes et leur opposition vociférante.

Le Kosovo, à l'autre extrême, ressemble à un pays du Tiers monde en voie de développement. Terriblement pauvre, récemment urbanisée, ayant un très important taux de chômage, cette province abrite une population dont les droits nationaux sont sans doute restés menacés mais possède néanmoins tous les éléments constitutifs d'une société moderne, différenciée verticalement, avec — et c'est un élément décisif — une intelligentsia composée d'universitaires luttant pour la liberté d'expression, de création et d'organisation. Malgré leurs différences, la Slovénie et le Kosovo sont cependant unis en ce qui concerne la démocratie.

Quand le Parti communiste a pris le pouvoir en 1945, la Yougoslavie était un pays essentiellement agricole. L'engagement du Parti à assurer un développement économique rapide, l'éducation pour tous et l'émancipation nationale — le tout au nom d'une classe ouvrière qui devait en-

core devenir la couche sociale dominante — allait de pair avec la certitude qu'un centralisme sévère, représenté par un parti dirigeant monolithique, serait capable de dépasser les différences et les inégalités régionales. Si cela s'est avéré faux, c'est à cause de raisons tant objectives que subjectives. C'est maintenant au tour de la démocratie yougoslave naissante de démontrer comment d'autres schémas peuvent mieux fonctionner.

Et ici, l'on se retrouve face au problème devenu habituel aujourd'hui en Europe de l'Est. Car le hic avec les nouveaux partis est que, derrière une revendication générale de démocratie (qui signifie essentiellement la fin du gouvernement de la Ligue des communistes), ils proposent peu de choses concrètes à une population qui lutte pour survivre dans une crise politique et économique structurelle qui dure depuis une décennie. Accordera-t-on le bénéfice du doute à ces partis, la jeunesse de la démocratie yougoslave servant d'excuse à la faiblesse de leurs programmes ? Ce sont les électeurs qui répondront à cette question (hormis en Serbie) au printemps.

Nationalisme et fédéralisme

On demandera aux citoyens de décider, non seulement des modalités du système politique et économique de la Yougoslavie dans son ensemble, mais aussi de la nature même de la fédération yougoslave. L'issue dépend de manière cruciale du parti au pouvoir. Si la Ligue des communistes (pour ne pas parler de l'Armée yougoslave du peuple !) honore son engagement d'organiser des élections libres et démocratiques, alors les blocs de gauche — formés par les partis "officiels" et leurs différentes antennes, les Verts et l'Initiative démocratique yougoslave (si elle décide de participer à la bataille électorale) — l'emporteront très probablement. Sinon, cela profitera pleinement aux forces centrifuges des nationalismes concurrents. Une chose est cependant certaine : quelle que soit l'heure qu'affichent les différentes horloges nationales à l'intérieur de cet Etat multinational, le synchronisme est aussi en marche et imposera éventuellement des valeurs et des aspirations communes.

La Ligue des communistes, auparavant fière de son unité, est aujourd'hui irrémédiablement divisée en composantes

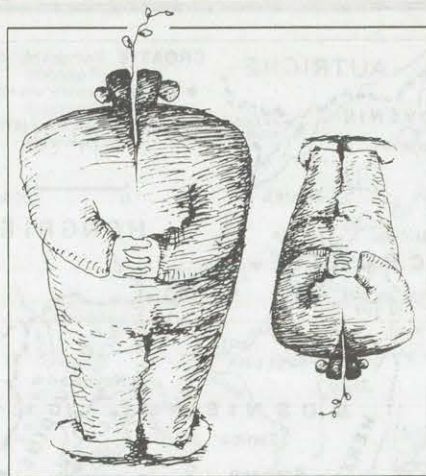
nationales. L'espace politique yougoslave est lézardé par la paranoïa et les agressions, car les dirigeants des Républiques mènent une guerre de propagande acharnée à travers les médias sous leur contrôle. Belgrade a, *de facto*, cessé de fonctionner comme une capitale fédérale, revenant au rôle purement provincial de centre de la Serbie. Le Parti serbe, à travers une campagne de presse savamment orchestrée, accuse les dirigeants slovènes et croates de trahir l'Etat, avant d'être dénoncé à son tour (cette fois à juste titre) de représenter le dernier bastion du stalinisme, aux côtés de l'Albanie. Partout, les conflits nationaux sont projetés dans le passé, tandis que l'histoire est utilisée à tort et à travers au service des politiques des uns ou des autres.

Replis sur les valeurs anciennes

Les manifestant de Belgrade appellent à prendre les armes et, d'une même voix, accusent les manifestants albanais désarmés d'être des "terroristes" — le tout au nom de la prétendue gloire de la Serbie et de sa domination sur le Kosovo remontant au XIV^e siècle. Récemment, une pétition demandant qu'une statue d'un banni croate du XIX^e siècle soit rétablie sur la place principale de Zagreb a recueilli 70 000 signatures en une journée. Les os du dernier roi du Monténégro, mort en exil peu après la Première Guerre mondiale, ont été ramenés au pays l'an dernier et enterrés avec tous les honneurs.

Le discours public, qui a perdu ses résonances de lutte de classe et ses références aux normes des Lumières européennes, est en train de devenir de plus en plus nationaliste. Il est évident qu'un succédané des recettes économiques charlatanesques à la Friedman ne peut suffire à remplir le vide moral et idéologique créé par la disparition des aspirations fondamentales. Au lieu de cela, le nationalisme s'est infiltré inexorablement dans le corps politique, soit en tant que rhétorique populiste, soit en tant que préoccupation plus "élevée" des intérêts particuliers de la nation et de l'Etat. Cela coexiste avec un sentiment aigu d'anxiété, engendré par la soudaine découverte du profond retard du pays sur l'Occident.

Le débat constitutionnel qui entoure l'actuelle réécriture des Constitutions des Républiques et de la fédération permet la formulation des différences nationales dans le langage rationnel de la jurisprudence. La profondeur de ces différences a été illustrée par le grand émoi qu'a provoqué la nouvelle Constitution slovène, à cause de son insistance sur la souveraineté nationale. Le caractère changeant du



pouvoir, initialement aux mains d'un parti fonctionnant de manière centraliste, pose des problèmes spéciaux dans cet Etat multinational. Tandis que, dans le passé, la République yougoslave et ses composantes étaient définies comme l'expression du pouvoir d'une seule classe, la nouvelle identité de l'Etat évolue dans le domaine inexploré de la citoyenneté abstraite et d'une identité nationale un peu plus concrète (multiple). Il en résulte que le caractère de l'Etat commun est devenu un sujet brûlant, une source d'intenses débats, tant dans les chancelleries des Républiques que parmi les intellectuels au sens large.

Examen d'identité

En cela, la Yougoslavie n'est pas une exception. D'autres Etats d'Europe de l'Est ont aussi réexaminé leur identité. Les Républiques polonaise, tchécoslovaque, et hongroise ne sont plus "populaires" ni "socialistes", tandis que la Roumanie a même abandonné le terme "République". En Yougoslavie comme en Union soviétique, le débat s'est concentré sur les relations de l'Etat central avec les Républiques fédérées.

Dans la mesure où les structures fédérales yougoslaves ressemblent à celles de l'URSS, des arguments similaires sont avancés pour et contre une autonomie plus large des nationalités. Ce en quoi la Yougoslavie diffère de l'Union soviétique est le fait que l'Etat a bénéficié d'une plus importante légitimité parmi presque toutes les nationalités ; qu'il a davantage reconnu les droits nationaux individuels ; et que le gouvernement fédéral — hormis au Kosovo — n'a jamais dégénéré en centralisme despotique. Cela explique pourquoi, à l'exception de la nouvelle Alliance démocratique du Kosovo, des organisations strictement nationalistes tels les Fronts populaires soviétiques n'existent pas en Yougoslavie. Il n'y a pas d'appels ouverts à la sécession, hormis de la part

de groupes marginaux. Il est donc prématuré de parler de la désintégration de la Yougoslavie.

Mais s'il est relativement faux de considérer la Yougoslavie comme un Etat artificiel, il est également erroné d'envisager toutes les manifestations de différences nationales comme déplacées. Il est inévitable que les nationalités qui composent l'Etat aient une vision différente de l'Etat fédéral et aucun compromis fédéral n'a de chance de fonctionner tant qu'il n'est pas suffisamment flexible pour s'accommoder de cela.

Centralisme ou fédéralisme ?

La ligne de partage fondamentale dans le débat actuel autour de la Constitution oppose ceux qui croient à la souveraineté absolue de chacune des nations et ceux qui considèrent l'Etat central comme l'ultime dépositaire du pouvoir. Pour des raisons tant historiques que pragmatiques, les premiers ont tendance à se retrouver en Slovénie, au Kosovo, en Croatie et dans les régions du Vojvodina peuplées par des minorités nationales, tandis que la seconde option est populaire en Serbie et au Monténégro.

Dans les autres Républiques, les attitudes sont plus nuancées. L'aspiration de la Macédoine à un Etat yougoslave fort, capable de résister aux revendications territoriales de ses voisins, est motivé par la peur traditionnelle de la domination serbe à l'intérieur de la Yougoslavie, ce qui la conduit à s'aligner en général avec la Slovénie et la Croatie sur les questions constitutionnelles concernant tout le pays. Mélangée ethniquement, la Bosnie-Herzégovine devrait, en cas d'explosion de la Yougoslavie, être candidate à la partition entre la Serbie et la Croatie ; elle essaye donc de rester neutre vis-à-vis de Zagreb et de Belgrade, bien que son groupe ethnique le plus important — les musulmans de Bosnie — a peur de l'hégémonie serbe et la pousse à une alliance avec la Croatie.

Cette peur de la domination serbe, souvent relativement irrationnelle, a des racines historiques. Elle persiste malgré le fait qu'aujourd'hui les Serbes constituent un peu moins d'un tiers de la population totale de la Yougoslavie. Mais la République fédérale yougoslave est née au moins autant en réaction à l'ancienne hégémonie serbe que de la résistance aux forces d'occupation pendant la dernière guerre mondiale. La définition de la Fédération comme une libre association de nations souveraines possède ainsi des racines profondément ancrées. Les premiers s'appuient sur cette vérité historique quand ils insistent sur la souveraineté nationale.

D'autre part, les Serbes, dont beaucoup vivent hors de Serbie, voient la centralisation comme un instrument leur permettant de maintenir leur propre unité nationale. Cependant, ce qui est vrai pour les Serbes l'est aussi pour pratiquement toutes les autres nationalités. Les frontières des Républiques ne coïncident pas avec les frontières ethniques. Cette dispersion géographique des nationalités ; le besoin continu, et même croissant d'apporter une aide économique aux régions moins développées ; et la nécessité d'une restructuration économique sensée : tous ces facteurs suggèrent qu'une voie médiane devra être trouvée entre les deux camps.

Indispensable compromis

L'idée d'un parlement à deux chambres, l'une représentant chaque nationalité, l'autre tous les citoyens yougoslaves, a des partisans dans tout le pays. La prochaine étape de la lutte constitutionnelle tournera sans doute autour de la distribution du pouvoir entre les deux chambres. Une chose est certaine : si la démocratie doit survivre en Yougoslavie, l'accord final ne se fera pas par la force. Il devra prendre la forme d'un abandon volontaire par les Républiques de quelques unes de leurs prérogatives au centre fédéral. La Constitution, en dernière instance, n'est pas un enjeu technique mais politique. En tant que telle, elle devra être acceptée par chacune des nationalités.

L'escalade de la violence dans la province du Kosovo montre que la force est un instrument éculé quand on l'applique aux conflits nationaux. Slobodan Milosevic, l'actuel dirigeant de la Serbie, est arrivé au pouvoir en promettant que le problème du Kosovo — qu'il présentait exclusivement en fonction des intérêts nationaux serbes — serait automatiquement résolu avec une mainmise totale de la Serbie sur cette province. Les événements de l'an dernier ont prouvé à quel point cette proclamation était erronée. La suppression de l'autonomie du Kosovo en mars 1989 a dû être menée à bien par les forces armées et dans un contexte de grève générale, au prix d'un nombre de vie albanaises jamais révélé.

Un an plus tard, la province est encore sous la loi martiale, le nombre des morts albanais est d'au moins 80 et la fin de la

violence n'est pas en vue. Comme la police anti-émeutes n'arrive pas à tout contrôler et que les divisions nationales s'approfondissent, l'insécurité des populations tant serbes qu'albanaises du Kosovo a augmenté dans des proportions très inquiétantes.

La Yougoslavie d'aujourd'hui est une fois de plus forcée de réfléchir à sa politique envers son importante et croissante population albanaise qui, aujourd'hui, est la troisième en taille, juste après les Serbes et les Croates. Il n'est pas du tout évident que les dirigeants actuels, enclins à des mesures qui sont à la fois inadéquates et tardives, soient capables de résoudre le problème. La liste des occasions perdues au Kosovo est trop longue pour être reprise ici mais, jusqu'au début 1988, les politiciens albanais locaux étaient prêts à un compromis qui aurait prévenu la tragédie. Mais, la direction serbe, autour de Milosevic, voulait rapidement une capitulation inconditionnelle et força les autorités fédérales à imposer un gouvernement militaire. Dans ce processus, la profondeur de la crise faisant rage dans le parti dirigeant est apparue au grand jour.

Elections libres au Kosovo ?

La population albanaise est maintenant convaincue qu'il n'y a pas de futur pour elle en Serbie et que l'autonomie totale du Kosovo dans la fédération est l'unique solution. Aujourd'hui, la dernière chance d'une solution politique réside dans la récente proposition du gouvernement fédéral : un amendement de la Constitution yougoslave afin d'instituer un Etat légal, des élections libres et un système multipartite. Un tel développement répondrait aux aspirations démocratiques nationales des Albanais. Dans une province où il y a plus de 90 % d'Albanais, toute élection honnête et libre conduirait au retour d'une administration dominée par les Albanais. Cependant, tant que Milosevic domine en Serbie, de telles élections sont hors de question.

Le Kosovo et avec lui la Yougoslavie sont en fait entrés dans un cercle vicieux. Les manifestants revendiquent la fin de la loi martiale, la démocratie, des élections libres, la libération des prisonniers politiques et le renvoi des fonctionnaires hais. Mais, à cause des manifestations, la Serbie insiste pour que l'Etat d'urgence soit maintenu au Kosovo, et menace d'envoyer des volontaires armés pour imposer sa volonté. Le sérieux de cette menace peut être mesuré par le fait que la Slovénie et la Croatie,

après avoir initialement accepté la légitimité des revendications des manifestants albanais, sont apparemment devenues silencieuses aujourd'hui, après les manifestations de masse à Belgrade et Titograd où l'on a appelé à prendre les armes.

De plus, tant que la loi martiale est appliquée, des élections libres sont illusoires. C'est pourquoi les intellectuels albanais qui dirigent l'Alliance démocratique, l'Initiative démocratique yougoslave et les Comités pour les droits de l'homme au Kosovo appellent la population à ne plus descendre dans les rues. Mais la tragédie du Kosovo réside aussi dans le fait que la population, dépourvue de dirigeants, en quête de justice, n'est pas à même de déchiffrer les intrigues des politiciens yougoslaves sur lesquelles se basent de tels raisonnements et calculs.

Frustration populaire

L'indifférence du gouvernement fédéral à l'effondrement économique de la province, au chômage important et croissant, aux purges massives des enseignants, fonctionnaires et gestionnaires albanais, et aux brutalités auxquelles les Albanais ont été soumis durant une année de loi martiale a créé une énorme frustration populaire. L'interruption du 14e Congrès du Parti, à la mi-janvier, est un signe que la loi martiale continuera à être appliquée au Kosovo, malgré le nouvel engagement du Parti à démocratiser la vie politique. Les manifestations ont débuté aussitôt que les délégués au congrès entamaient leur voyage de retour.

En mars 1989, à l'époque de l'arrestation d'Azem Vllasi, l'ancien dirigeant provincial du Parti, la Ligue des communistes comptait environ 100 000 membres au Kosovo. Aujourd'hui, elle n'existe plus que sur papier. Une nouvelle équipe de dirigeants populaires est récemment apparue — tout spécialement dans l'Alliance démocratique du Kosovo, qui a plus de 200 000 membres — et le gouvernement serait bien inspiré de négocier avec eux. Un échec en cela conduirait à ouvrir la question de l'unification albanaise à l'extérieur de la Yougoslavie. Jusqu'à présent, ni les manifestants ni Tirana ne l'ont appelée de leurs vœux. Dans une Europe qui attend maintenant l'unification des deux Allemagne, il serait pourtant difficile d'avancer un quelconque argument de principe contre cela. Les changements des frontières internationales portent en eux-mêmes leurs propres dangers. Ce qui se passe au Kosovo ne concerne pas seulement la Yougoslavie et l'Albanie, mais la paix en Europe toute entière.

★

Février 1990



Slobodan Milosevic

« Gorbatchev, de quel côté es-tu ? »

La crise de plus en plus profonde du Parti communiste et de la direction bureaucratique en Union soviétique a conduit à des échanges violents lors du plénum du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), début février. Cette réunion a servi de baromètre pour annoncer les tempêtes à venir.

Gerry FOLEY



EN PREMIER LIEU, le plénum s'est tenu dans le sillage de l'occupation militaire de l'Azerbaïdjan, première utilisation de la force armée pour une répression à grande échelle depuis le début du cycle des réformes de Gorbatchev (voir *Inprecor* numéro 302 du 9 février 1990). Deuxièmement, il s'est déroulé à la veille d'une série d'élections clés, notamment dans les Républiques baltes, où sera mesurée l'habileté du PC à défendre son pouvoir et ses objectifs politiques à l'aide de moyens politiques.

L'un des principaux points de conflit au plénum a tourné autour de la déclaration d'indépendance du PC lituanien (dont l'objectif évident était de regagner une crédibilité politique, après son effacement de la scène par l'organisation nationaliste Sajudis, lors des élections du Congrès des députés du peuple de l'an dernier). La direction du PCUS n'était évidemment pas prête à octroyer une aussi large marge de manœuvre au PC lituanien. Elle a encouragé une scission dans le parti, appuyant un groupe resté loyal à Moscou qui s'est auto-proclamé Parti communiste lituanien (sur la plateforme du PCUS).

Enfin, à la veille du plénum, les autorités ont appuyé tacitement une manifestation de masse à Moscou contre les conservateurs. Elle a attiré plus de 100 000 participants, et représente une nouvelle étape pour les mobilisations de masse

dans la capitale soviétique. Bien que cette manifestation ait été encouragée par les autorités, plusieurs des participants ont exprimé, juste avant la dissolution, leur manque de confiance envers le dirigeant de l'URSS : « Gorbatchev, arrête de tromper les gens », « Gorbatchev, de quel côté es-tu ? ».

100 000 manifestants

Les *Nouvelles de Moscou* ont mis l'accent sur l'ampleur de la manifestation, mentionnant de nombreux groupes indépendants : « Pour la première fois, nous avons vu défiler côte à côte des représentants du groupe Mémorial, l'Union démocratique, les anarcho-syndicalistes et l'Union de la jeunesse démocratique, le syndicat des soldats Shchit (Bouclier), le Mouvement Sakharov, les Cadets (Démocrates constitutionnels) et les Communistes démocratiques, le Front populaire ukrainien [RUKH, voir *Inprecor* numéro 296, du 30 septembre 1989], la Plateforme démocratique du PCUS, le Mouvement de protestation sociale, et le Front populaire de Géorgie ».

Lors du plénum lui-même, la manifestation a été évoquée à la fois positivement et négativement. Lors du débat du 7 février, V. I. Mironenko, premier secrétaire du Comité central des Komsomols, a déclaré : « Nous devons comprendre que les centaines de milliers de personnes présentes place Manezhnaya n'étaient pas une foule hétéroclite, comme quelqu'un l'a dit le premier jour de nos travaux. C'était le peuple, qui donne le pouvoir et le reprend. C'était le peuple qui exige des mesures décisives pour améliorer sa situation. »

Les conservateurs étaient apparemment encore sur la défensive dans l'appareil. Les jours précédant le plénum, une série de patrons locaux du parti qui avaient réussi à se maintenir ont démissionné (à Tiumen, Volgograd et Chernigov) ; le dirigeant discrédité de Léninograd, Soloviev, a été renvoyé. Et les *Nouvelles de Moscou* ont eu l'audace de présenter un portrait critique du dirigeant conservateur Igor Ligatchev. La *Pravda* a publié un article dénonçant en termes très

violents l'ancien dirigeant de l'Azerbaïdjan, Ghaidar Aliev.

Les conservateurs n'ont rien dit contre l'abandon de la garantie constitutionnelle du « rôle dirigeant » du PC, ce qui a été présenté comme une avancée décisive par les réformateurs. Mais en quelque sorte, c'est devenu un problème artificiel. Cette clause a été ajoutée à la nouvelle Constitution soviétique adoptée en 1977. Cela ne change rien en réalité. Le système de parti unique avait été établi et est resté en place sans elle.

La clause a déjà été enlevée dans les Républiques baltes, résultat en fait de l'écèlement du système de parti unique face à la montée des fronts populaires. Cependant, depuis lors, des commentateurs des hebdomadaires littéraires estonien et lituanien *Reede* et *Literatura un Maksla*, proches des fronts populaires, ont affirmé que l'abandon de cette clause par les partis locaux est allé de pair avec une offensive anti-démocratique par d'autres moyens et des manœuvres, en essayant, par exemple, d'empêcher les groupes d'opposition de s'exprimer en arrêtant la fourniture de papier aux « publications douteuses ».

Oiseaux de mauvais augure

Si les conservateurs ne se sont pas opposés aux réformes de Gorbatchev en tant que telles, ils ont saisi l'opportunité pour tirer la sonnette d'alarme quant à un éventuel désastre à venir. « Les forces puissantes du nationalisme, du séparatisme et de l'anti-communisme représentent le principal danger pour la perestroïka, un danger mortel, dirais-je, pour la perestroïka, pour l'Union soviétique » a déclaré Ligatchev. Il également évoqué le danger que représenterait la réunification de l'Allemagne.

Le chef de file des conservateurs a déclaré que les discussions autour des divisions entre conservateurs et libéraux au sein du PC étaient organisées à dessein, afin de détourner l'attention de ces dangers. Il a en particulier démenti une analyse, publiée par le magazine libéral *Ogoniok*, selon laquelle les conservateurs seraient à l'origine du massacre de Tbilissi le 9 avril 1989 : « Le 9 avril, tout le bureau politique, auquel participaient Gorbatchev, Ryzhkov, (...) Chevardnadze et Yakovlev, a approuvé à l'unanimité les résolutions politiques sur l'évolution des événements à Tbilissi. »

Yakovlev, apparemment la bête noire des conservateurs, a été accusé à plusieurs reprises d'avoir conduit la direction du PC lituanien sur la voie des « concessions » au séparatisme, au nationalisme, etc.

L'ambassadeur soviétique en Pologne, V. I. Brovnikov, a prononcé une péroraison extrêmement longue sur l'imminence de la catastrophe : « Nous continuons à essayer de montrer que le peuple est favorable à la perestroïka, mais pour quelle sorte de perestroïka ? Est-ce pour celle qui, en moins de cinq ans, a plongé le pays dans une crise sans fond, l'a mené à la catastrophe ; celle qui nous a conduit à être confrontés à une anarchie effrénée, à la dégradation de l'économie, à l'horrible mimique de la ruine général et au déclin des valeurs morales ». Nombre d'orateurs ont évoqué la perte d'autorité et d'adhérents du Parti.

Selon V. K. Mesyats, premier secrétaire du comité de district de Moscou : « Aujourd'hui, des communistes nous demandent : pourquoi le Comité central du PCUS prend-il une position défensive, pourquoi ne s'oppose-t-il pas aux démagogues et aux falsificateurs, pourquoi temporise-t-il avec ceux qui ont des cartes du parti dans leurs poches et s'opposent à la ligne du parti ? Selon nous, le temps est venu de prendre une position et de dire qui est qui ! Qui est réellement partisan de la perestroïka et qui utilise la glasnost pour renforcer son propre groupe et ses ambitions politiques, pour s'emparer complètement du pouvoir. »

Plus tard, il a affirmé que, bien sûr, son comité de district appuyait la perestroïka, « mais beaucoup de ce qui se passe aujourd'hui, camarades, ressemble bien plus à un déchaînement de passions malsaines et à l'anarchie, savamment attisées par les dirigeants de toutes sortes de groupes et d'unions d'orientation anti-communiste. Tout cela pèse psychologiquement beaucoup sur les gens, provoquant une juste colère et de l'inquiétude. Je ne sais pas, peut-être que je me trompe, mais ce n'est pas cette démocratie, cette glasnost pour laquelle le plénum d'avril 1985 a voté. Notre indécision est vue comme de la faiblesse (...). Les choses sont allées trop loin. N'est-ce pas là l'une des principales raisons de notre échec à obtenir les résultats économiques escomptés ? ».

Le second secrétaire du parti du Kazakhstan, V. G. Anufriev, a violemment attaqué la direction du PCUS : « Le Congrès du Parti doit être avancé, parce le Comité central et le Bureau politique actuels n'ont plus l'autorité nécessaire pour prendre des décisions cruciales.

Quelques uns de leurs membres devraient penser à les quitter. Qui, camarades, peut répondre de l'éclatement de l'unité du Parti, de ses défaites idéologiques, qui peut répondre des événements en Europe de l'Est dont personne ne veut discuter ici ? Ils ont constitué une zone tampon entre nous et l'Occident (...). Mais aujourd'hui, ils sont déjà en train de faire des réclamations territoriales et matérielles ; ils détruisent nos consulats ; sacagent les tombes de nos soldats, humiliant un grand pays. Et, une fois de plus, nous y dépensons des millions, en volant notre propre peuple.

« Nous avons offert l'hospitalité à ce Mazowiecki et à d'autres individus. Nous n'avons pas besoin de nourrir des pays étrangers pour qu'ils aient une vie

ralement submergées par une vague de critiques tous azimuts (...).

« Il faut souligner que toute tentative pour assurer l'ordre des agences chargées de faire respecter la loi, même dans le cadre des lois existantes, est immédiatement taxée d'attaque contre la démocratie, d'attaque contre la glasnost. En même temps, la population s'inquiète à bon escient du fait que les organes du pouvoir n'entreprennent pas d'actions décisives pour mettre fin aux manifestations croissantes de non respect de la loi. »

« Nous n'étions pas prêts »

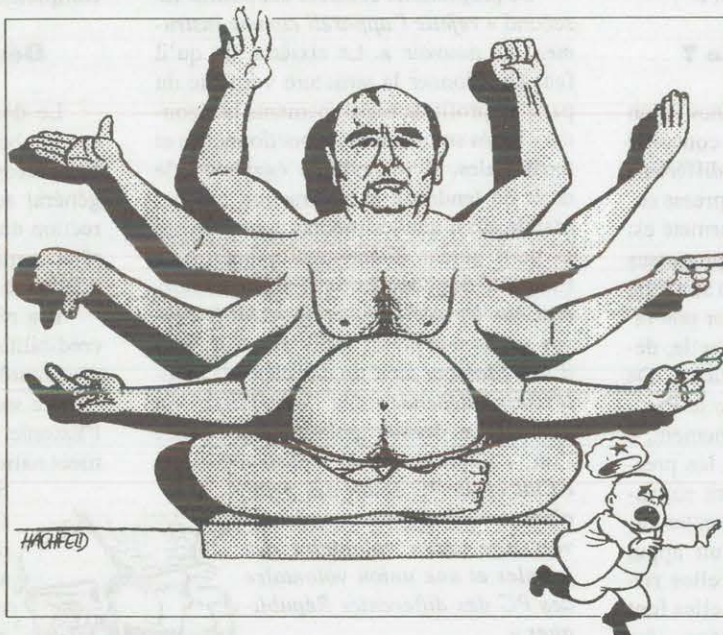
D'après Kriuchkov, le président du KGB nommé par Gorbatchev : « En pratique, nous sommes entrés dans une période de lutte politique, où nos nombreux opposants ne sont déterminés à ne pas reculer. L'éducation, les collectifs de travailleurs, la jeunesse et les mass médias sont en train de se transformer en terrains de lutte. Nous n'étions pas prêts à cette lutte.

« Récemment, la nature idéologique de diverses forces est apparue au grand jour — depuis les gauchistes jusqu'aux sociaux-démocrates, en passant par les nationalistes anti-communistes déclarés et même les monarchistes. Beaucoup d'entre eux mettent en place une activité destructrice anti-socialiste. Si, au départ, ils ont

adopté des slogans favorables à la perestroïka, ils rejettent aujourd'hui la politique du PCUS et leur but est ouvertement de prendre le pouvoir. Ils utilisent la terreur morale, des menaces, et des attaques physiques contre les travailleurs soviétiques et les membres du Parti, contre ceux qui ne sont pas d'accord avec eux.

« Ils cherchent à discréditer le Parti, les corps constitués, les forces armées, les forces qui préservent la paix. Afin d'arriver à leurs fins, ils ont choisi d'attiser les passions nationalistes, d'organiser des actions de masses provocantes, et de déstabiliser le pouvoir d'Etat. (...)

« La perestroïka, l'idée de la perestroïka et les moyens de la mettre en œuvre n'ont absolument rien à voir avec cette incitation au désordre, à l'irresponsabilité et à l'anarchie. Ce n'est pas une porte ouverte vers l'expression de l'extrémisme, y compris de l'extrémisme politique. Autrement la perestroïka pourrait se transformer en tragédie pour notre pays, dont les



meilleure. Nous devons tout faire pour qu'ici les choses aillent mieux que dans leurs pays, alors ils viendront ici d'eux-mêmes et nous offrirons leur amitié. Qui nous dira, camarades, combien l'Angola, l'Ethiopie, le Nicaragua, le Viêt-Nam et Cuba, nous ont coûté ? Le peuple soviétique devrait tout savoir, et cela devrait être écrit dans le programme. »

Des personnalités du sommet du gouvernement ont évoqué aussi agressivement que les conservateurs la nécessité de rétablir l'«ordre». Ainsi, le Premier ministre, N. I. Ryzhkov, a déclaré : « Des centaines de milliers de réfugiés ont été privés de leurs domiciles et accusent le gouvernement d'être incapable de défendre leur sécurité et leur propriété. Il existe des lois contre l'incitation des conflits inter-ethniques, mais elles ne sont pas appliquées. Il existe des lois pour combattre le crime, mais leur efficacité a été réduite parce que les agences chargées de l'application de la loi ont été litté-

UNION SOVIETIQUE

conséquences sont difficiles à envisager. Des années seraient nécessaires pour réparer les dégâts.

« Nous considérons que l'extrémisme est inacceptable. Il sous-tend toujours la violence. N'est-il pas temps de déclarer de manière claire et décisive quelle est notre attitude sur la violence (...) ? »

« Dans la période récente, nous avons été confrontés à la violence dans différentes régions de notre pays et dans différentes sphères de la vie publique. Il est clair que l'on ne peut pas calmer les extrémistes avec des sermons. Cela ne fait que les enflammer davantage. Nous sommes tous pour une solution politique des problèmes, même de ceux qui sont très aigus socialement. Mais si ces méthodes se révèlent insuffisantes, alors la force doit être opposée à la force. »

Une présidence forte ?

La proposition de Gorbatchev d'un gouvernement présidentiel fort concorde avec l'opinion exprimée dans différents débats d'experts publiés dans la presse soviétique, qui considère que la fermeté est nécessaire pour mener à bien le processus de réformes. Cela rejoint aussi la stratégie générale visant à essayer de créer une façade parlementaire, constitutionnelle, devant la domination bureaucratique. De plus, cela correspond au fait que le Parti, en tant que machine de gouvernement, a été affaibli par les réformes et les pressions contradictoires qu'elles ont engendrées. Ainsi, on incite les différentes directions à essayer de gagner un appui politique or, en même temps, elles risquent les foudres du sommet si elles font des concessions aux pressions des masses. Le triste destin de la majorité du PC lituanien en est le dernier exemple.

Cependant, les membres conservateurs du Comité central qui ont condamné avec indignation l'absence d'une autorité forte dans le pays se sont opposés à la proposition d'un régime présidentiel fort. Cette question devrait avoir une importance concrète bien plus importante que celle du "rôle dirigeant" du parti garanti constitutionnellement. Une présidence forte entre les mains de Gorbatchev sape en fait le rôle dirigeant du Parti.

De plus, d'un simple point de vue de réalisme politique, les dirigeants du parti ont de bonnes raisons de douter que Gorbatchev possède actuellement l'autorité politique nécessaire pour faire fonctionner une telle institution. Un orateur, Y. A. Gan'kovski, secrétaire du comité du Parti dans le combinat de pétrole et de gaz de Nizhevarovsk, a ouvertement demandé si Gorbatchev n'avait pas déjà trop de responsabilités.

Le dirigeant des réformateurs radicaux, Boris Eltsine, a saisi l'opportunité du plénum pour avancer un programme complet de réforme du parti, dont le premier point est l'abolition du centralisme démocratique, au moins dans sa compréhension actuelle, pour le remplacer par « des principes démocratiques généraux qui assurent un authentique pluralisme dans le parti, la garantie des droits des minorités, la liberté d'opinion pour les membres du parti et les citoyens du pays ainsi que leur droit à défendre leurs positions, leurs droits politiques et leur liberté individuelle ».

Le contre-programme d'Eltsine

Ce programme contient dix points. Le second « rejette l'appareil comme instrument de pouvoir ». Le sixième dit qu'il faut abandonner la structure verticale du parti au profit de regroupements horizontaux basés sur des unités fonctionnelles et territoriales. Il revendique également le droit de tendance et de fraction ; il demande aussi que les médias contrôlés par le parti soient directement placés sous l'autorité des congrès : « Il n'est pas normal que les décisions concernant le renvoi ou le maintien dans ses fonctions d'un rédacteur ou d'un directeur de la télévision dépende des secrétaires du parti ». Le dernier point demande que l'on « s'écarte de la construction de l'Etat et du PC selon des principes unitaires, pour s'orienter vers une union volontaire des peuples et une union volontaire des PC des différentes Républiques ».

Eltsine est le seul à avoir voté contre le nouveau programme du parti, en déclarant qu'il n'allait pas assez loin en direction des réformes.

En fait, de nombreux orateurs ont critiqué le programme à cause de son contenu trop vague. Le texte publié dans la *Pravda* du 13 février est, en majeure partie, un recueil de généralités clinquantes.

Les promesses de démocratie du nouveau programme ont été démenties par le traitement brutal réservé au PC lituanien. Suivant une condamnation âpre de la direction locale du parti par Gorbatchev, le plénum a condamné les décisions du récent 20e Congrès du PC lituanien et a apporté un soutien politique et matériel au groupe qui a scissionné en s'alignant sur Moscou.

Y. V. Palackis, secrétaire du Comité central, aurait déclaré que le groupe qui a organisé la scission est composé de néo-

staliniens : « Quand Vadim Andreievich Medvedev [l'éminence grise de Gorbatchev pour les questions idéologiques] est venu nous voir avant notre 20e Congrès, dans une réunion à huis-clos (...), il a été accueilli par une kyrielles d'attaques. Ces attaques ne concernaient pas les camarades Brauskas et Berezov [dirigeants du PC lituanien] mais la perestroïka et les dirigeants actuels de notre parti. »

« Je pense que, parmi nos opposants, il y en a peu qui apprécient le PCUS de la perestroïka. Le PCUS de Brejnev et d'encore auparavant était davantage de leur goût. »

Il semble que seuls les éléments les plus staliniens du parti lituanien auraient opté pour une scission qui reste totalement isolée de la population locale et complètement dépendante de Moscou.

Déception lituanienne

Le destin de la direction Brauskas est un bon exemple du dilemme de la ligne réformiste. Il a été nommé secrétaire général au moment où la précédente direction du PC lituanien avait échoué à arrêter la montée du mouvement national et démocratique par des moyens répressifs.

Il a réussi à gagner suffisamment de crédibilité politique pour empêcher le Soviet suprême local d'adopter une résolution de souveraineté modelée sur celle de l'Estonie. Mais il a alors déçu le mouvement national démocratique, et le PC a été battu à plates coutures lors des élections des députés au Congrès du peuple. Aujourd'hui, après avoir été forcé de faire de nouvelles concessions afin de regagner une certaine crédibilité, ses chefs de Moscou ont scindé la branche sur laquelle il était assis, juste avant les élections décisives du Soviet suprême lituanien.

La crédibilité des récentes concessions verbales de Gorbatchev sur le droit à l'autodétermination est tout à fait entachée par ce cas. En fait, également lors du plénum, le secrétaire du parti letton, Vagris, s'est plaint des manœuvres économiques, considérées comme un sabotage de l'autonomie économique de la Lettonie, qui était censé entrer en application au début de cette année.

En général, ni le plénum, ni le nouveau programme adopté n'offrent la moindre solution "politique" aux problèmes soulevés et, par-dessus tout, il semble que, malgré le recul des conservateurs, Gorbatchev en est ressorti affaibli.

★

16 février 1990



« Un monde à gagner »



Le 3 décembre dernier, la première réunion de coordination des groupes de femmes a eu lieu à Berlin. Plus de mille femmes y ont participé, âgées pour la plupart de 25 à 45 ans ; quelques hommes étaient également présents. On y trouvait des femmes de l'ex-SED (Parti communiste), celles du Demokratischer Frauenbund Deutschland (DFD, l'organisation officielle des femmes), le journal Für Dich (*Pour toi*), des représentantes des groupes femmes récemment créés comme l'Offensive des Lilas et les femmes de la Gauche unie ainsi, qu'entre autres, des femmes écrivains, des artistes, etc. Toutes s'étaient rassemblées pour fonder le Mouvement autonome des femmes, élire leurs deux représentantes à la table ronde et établir leurs revendications pour une nouvelle politique à l'égard des femmes.

Un des points forts de la rencontre a été la lecture par Ina Merkel (militante de la Gauche unie) d'un manifeste radical en huit points dont nous reproduisons de larges extraits.

DOCUMENT

LA QUESTION FEMMES est résolue, affirment les uns ; ce n'est pas le problème essentiel aujourd'hui, selon les autres ; elle doit enfin être mise à l'ordre du jour, disent les troisièmes. Mais d'abord, qu'est-ce que cela signifie, la "question femmes" ?

Nous, femmes, constatons aujourd'hui ceci : les bouleversements sociaux en RDA ont été initiés dans la rue, par les masses. Les femmes étaient présentes à tous les niveaux de ce processus : elles étaient à l'avant-garde et ont participé à la lutte, elles ont été touchées par l'exode massif de la population et été victimes de ceux qui avaient usurpé le pouvoir. Mais dès qu'il s'est agi d'élaborer des perspectives pour rénover la société socialiste, les femmes se sont retrouvées une fois de plus exclues.

« Le pays a besoin de nouveaux hommes », proclame un des slogans qui est revenu sans cesse ces dernières semaines. N'aurait-on pas besoin de nouvelles femmes ? Le premier homme du pays, Modrow, a pris une femme comme adjointe : un nouveau début ?

La société traverse une crise profonde. Aujourd'hui, comme avant, des milliers de citoyennes et de citoyens quittent le pays. Le parti dirigeant a moralement fait faillite. La disparition du socialisme comme système de société semble bien près de se réaliser. Et de l'autre côté du Mur, on se lèche déjà les babines. Pouvons-nous seulement, dans une situation aussi compliquée, nous permettre de parler d'une "question femmes" ?

Nous devons opposer à cette évolution apparemment inévitable un modèle alternatif de société. Mais qui, aujourd'hui, nous écouterait plaider pour un socialisme rénové ? Et pourtant : ce pays doit pouvoir construire une société dont la finalité réelle soit l'épanouissement des possibilités de l'individu, faute de quoi ce pays n'existera plus. Une société dans laquelle le travail et la consommation, la politique et le mode de vie pourraient être modelés par des sujets qui se déterminent et se gouvernent eux-mêmes. Cela impli-



que un développement optimal de l'économie, de telle façon qu'elle ne domine plus les aspirations et les besoins des individus, mais permette la création d'espaces sociaux, de temps libre et des conditions objectives favorables au développement de l'individu. Cela n'exclut pas le pouvoir politique mais, bien plutôt, l'assujettissement de l'individu à ce pouvoir. Cela implique des mécanismes et des structures politiques et économiques radicalement nouveaux, qui garantissent le progrès social. Cela implique que les gens puissent intervenir dans le processus de développement social, qu'ils puissent en permanence le rénover et le corriger.

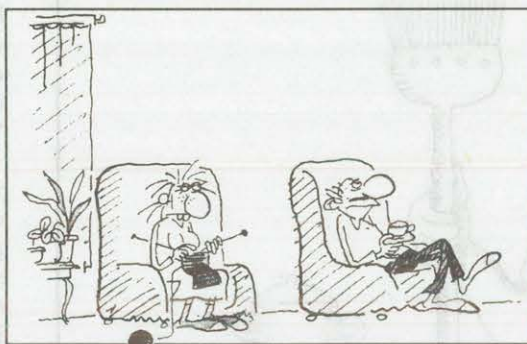
Il est certain qu'une réforme de l'économie et du système politique est nécessaire, mais les transformations du mode de vie, des besoins, de la situation sociale ne doivent pas, une fois de plus, être renvoyées à plus tard sous prétexte qu'elles dépendent des autres. Il est urgent de se doter d'une alternative concernant le mode de vie. Nous devrions demander aux partis et mouvements politiques quelles perspectives, à cet égard, ouvre telle ou telle stratégie, afin que les problèmes des femmes aussi deviennent une donnée politique dans un projet alternatif de société.

Nous devons défendre l'idée que les "questions femmes" ne sont pas des problèmes sociaux secondaires, mais qu'elles sont fondamentales, vitales. Elles concernent le mode d'existence de la société, sa reproduction, ses possibilités de développement et ses buts. C'est pourquoi, si nous voulons agir pour que nos intérêts spécifiques, qui découlent de notre situation particulière et de notre expérience spécifique, soient réellement pris en compte dans un projet moderne de société, nous devons nous-mêmes avoir une approche globale de la société. (...)

1) Ces dernières années, on a assisté à une rapide dégradation des conditions de vie et de la situation sociale. Cette évolution se manifeste très clairement dans l'aggravation des rapports hommes-femmes, dans le taux toujours croissant

des divorces et le recul constant de la natalité. Elle s'est traduite également par la régression du niveau de vie des femmes qui élèvent seules leurs enfants, et par une négligence honteuse vis-à-vis des femmes âgées qui, pourtant, ont porté sur leurs épaules la reconstruction du pays après 1945.

Mais cette régression est également tangible là où personne ne veut la voir : dans la chute des salaires féminins, plus rapide que celle des salaires masculins, dans l'amoindrissement des possibilités, pour les hommes et les femmes, de peser sur les conditions matérielles et culturelles de



vie, la diminution de leur pouvoir politique. Et ce sont les femmes qui ont dû compenser par leur sur-travail les carences de la prise en charge sociale, des infrastructures et du système de services. Les femmes sont de plus en plus souvent en proie à l'agressivité masculine. La transformation du corps féminin en objet sexuel est devenu un fait social.

En fin de compte, ce sont nos enfants qui seront les victimes de notre incapacité à évoluer. C'est eux qui hériteront des conséquences de dizaines d'années d'incurie économique et de négligence de l'environnement. Ils souffrent de la nervosité et de l'absence de sentiments de leurs parents stressés à l'extrême. Ils sont les victimes d'un système de formation anachronique.

Voilà quelques-unes des conséquences socio-culturelles les plus graves du socialisme étatique et bureaucratique. L'arbitraire d'une élite masculine a conduit ce pays au bord du gouffre. Ce sont les hommes, et avant tout ceux qui l'ont soutenue en tant que dirigeants politiques, directeurs et chefs d'entreprises, qui ont la plus grande part de responsabilité dans la politique menée ces dernières décennies. Les femmes aussi sont responsables politiquement de cette situation, mais, dans tous les domaines, elles se trouvaient à des positions subalternes.

2) Nous sommes aujourd'hui confrontées au fait que, pour beaucoup de nos

concitoyens et concitoyennes, toute identité sociale et culturelle avec le socialisme menace de s'effondrer. Déjà on cherche des raccourcis dans la "patrie de nos pères". Nous devons pourtant nous demander si nous pouvons opposer aux idées de réunification ou d'unification une véritable alternative socialiste, qui vaille la peine d'y lier sa vie. Quel avenir pouvons-nous offrir dans une situation sociale aussi désastreuse, quelles perspectives qui valent la peine de rester ici ?

Voudrions-nous par hasard nous unifier avec ces messieurs de Bonn, remplacer la dictature du Bureau politique celle de la Chancellerie ?

Du point de vue des femmes, la réunification signifierait un recul. En caricaturant, ce serait : le retour des femmes au foyer. Cela voudrait dire lutter à nouveau pour le droit au travail, pour une place au jardin d'enfants, pour les cantines. Cela équivaldrait à brader des acquis péniblement obtenus au lieu de passer, qualitativement, à un nouveau stade. Les femmes n'ont pas de patrie à perdre mais un monde à gagner. Il faut saisir maintenant l'occasion de mettre en valeur la diversité de nos modes de vie, nos différences individuelles, nos aspirations et nos exigences, dans le cadre d'un socialisme rénové.

Nous devons élever notre mouvement des femmes à la hauteur des exigences de la période. Nous devons nous joindre aux forces de gauche en Europe ; nous prononcer pour une société pluri-culturelle dans laquelle chacun puisse vivre selon son choix, ses particularités nationales, culturelles et sociales. Nous devons veiller à ce que personne, dans notre pays, ne soit exclu à cause de ses origines, de sa nationalité, de ses handicaps ou simplement de sa différence. Créons plutôt les conditions d'une évolution vers des rapports solidaires entre hommes et femmes, entre parents et enfants, entre jeunes et vieux, entre malades et bien-portants. (...)

4) Auparavant nos "vaillantes militantes" se figuraient que l'émancipation de la femme était achevée avec la fin de l'exploitation, et l'indépendance économique assurée par un travail à soi. Elles pensaient que les femmes ne voulaient le pouvoir ni dans l'Etat ni le domaine économique parce qu'elles ne se sentaient capables de l'assumer à cause des enfants et de la double journée de travail. Elles ont



lutté tout au long de leur vie contre l'idée que l'oppression des femmes existait sous une forme spécifique même sous le socialisme, et que les hommes pouvaient en tirer profit. (...)

Aujourd'hui, on entend de plus en plus souvent reprocher aux femmes de ne assez produire et de recevoir trop d'aides. Mais que signifie le concept de productivité des femmes s'il est établi d'après les critères de travail des hommes et ne mesure pas le rapport entre temps investi et résultat obtenu. Tant que les critères de productivité ne changeront pas, le travail des femmes sera sous-évalué. Pourquoi le revenu d'une infirmière est-il moins élevé que celui d'un camionneur ? Est-ce parce qu'elle produit moins ou parce ce qu'elle produit quelque chose dont la société ne voit pas l'utilité ?

Les questions suivantes pourraient apparaître : qu'advient-il des femmes souvent absentes à cause de leurs enfants malades, recevront-elles des salaires de compensation pour une production non accomplie ? Ne dérangent-elles pas tout le processus de travail et ne remettent-elles pas en question le travail des femmes ? Contre-question : pourquoi sont-ce les mères qui s'occupent en grande majorité des enfants ?

Parce que les pères gagnent plus en faisant le travail le plus important ? Qui a-t-il de mal à s'occuper de ses enfants ? Ne représentent-ils pas notre trésor le plus cher ? Nous devrions plutôt remercier ceux qui s'occupent de leur éducation. (...)

Les femmes ne devraient pas seulement revendiquer une révision des critères de productivité ou un ajustement sur le papier des salaires, mais aussi exiger une revalorisation du travail d'éducation des enfants : avancement de l'âge de la retraite, augmentation des vacances des parents.

Nous devons cesser d'être les humbles travailleuses que l'on sous-paie, qu'on prend comme assistantes ou collaboratrices et qu'on remercie du bout des lèvres, chaque année, le 8 mars. Nous plaçons pour une juste répartition du travail et de la production. Pour cela, nous avons besoin de changements fondamentaux et structurels de la division du travail sexiste, ce qui n'est possible qu'avec des quotas intelligemment établis : quotas pour les femmes dans la production à haut rendement et dans les postes intéressants.

Mais également quotas pour les hommes afin d'encourager leur entrée dans des secteurs professionnels très féminisés : les services et la santé. Les quotas ne signifient pas uniquement une augmentation quantitative de la proportion des femmes dans le monde du travail, mais exigent un accès aux postes qui représentent un progrès concret pour elles. Les postes à haut rendement devraient conduire les femmes à disposer de plus de temps libre. (...)

N'ayons pas peur que les femmes manquent d'efficacité. Trop souvent, des hommes médiocres nous ont barré le chemin, ont pris sans nous consulter des décisions absurdes, n'ont pas voulu entendre raison et ont méprisé nos conseils. (...)

5) Une politique radicale de quotas, c'est-à-dire la féminisation immédiate de la moitié de tous les postes importants dans la société, est la condition d'une véritable démocratisation. Quotas et démocratisation sont indissociables pour rénover la politique. Certes la "question femmes" pose aujourd'hui problème à la plupart des organisations et partis politiques, mais elle n'est toujours pas posée publiquement. C'est pourquoi nous avons notre besoin de propre organisation politique, d'un mouvement qui nous rassemble et fasse en sorte que les problèmes des femmes soient largement débattus et deviennent des questions d'ordre politique.

Ce n'est que lorsque les femmes seront représentées proportionnellement à

nins, sans avoir de conception globale sur la société, se marginaliserait de lui-même.

6) C'est pourquoi nous devons défendre l'idée d'une quadruple séparation des pouvoirs ; la séparation classique entre pouvoir législatif, exécutif et judiciaire doit être complétée par un quatrième pouvoir : la démocratie publique. Aussi sommes-nous favorables à la création d'un large réseau d'opinion des femmes, sous forme de journaux, de radios, de télé pour femmes mais aussi de centres culturels, de cafés de femmes, d'instituts de recherches sur les femmes — ainsi qu'à la création de nombreux organes de représentation démocratique sur les problèmes de mode de vie, de consommation, de formation et d'éducation, de politique des prix et des salaires. Nous avons besoin d'organisations de consommateurs qui puissent statuer sur la conformité écologique des produits, d'associations autonomes de parents qui puissent influencer sur le contenu des enseignements et les choix pédagogiques. Et nous avons besoin que se développent toutes sortes d'initiatives de base et de groupes auto-organisés qui agissent directement dans le pays — et ceci est probablement le plus urgent. (...)

7) Dans l'immédiat, notre programme s'adresse aux femmes travailleuses. Confrontées aux manœuvres des cadres, nous voyons poindre le danger que dans le domaine économique et dans l'administration, les intérêts des femmes qui travaillent soient oubliés au profit de la production.

L'autre danger est que de très nombreuses femmes perdent leur emploi sans que soient mises en place des structures de réorientation professionnelle et de formation. Pour que ces questions soient immédiatement prises en compte, nous proposons d'élire sur le champ des conseils d'usine. Ceux-ci bénéficieront de la confiance de tout le personnel, auront suffisamment d'autorité pour se faire entendre et disposeront d'un droit de veto qui pourra être appliqué en cas d'attaques graves contre les travailleuses. (...) ★



leur place dans l'humanité qu'elles pourront s'élever au-dessus de leurs intérêts en tant que groupe socialement marginalisé et se tourner, de la même manière que les hommes, vers les questions politiques globales. C'est justement parce que les femmes ne sont pas une minorité sociale, mais la moitié de l'humanité, qu'elles doivent avoir leur mot à dire sur toutes les questions qui concernent l'humanité. Un mouvement des femmes qui s'orienterait vers la seule défense des intérêts spécifiquement fémi-



L'avortement comme contraceptif !



DOSSIER FEMMES

Dans beaucoup de pays, les femmes doivent encore se battre pour arracher le droit à l'avortement, ou pour le conserver là où il est remis en cause, comme aux Etats-Unis.

En revanche, en Union soviétique, où l'avortement est de nouveau libre (mais payant !) depuis 1956, les conditions dans lesquelles il est pratiqué menacent sérieusement la santé des femmes. Par ailleurs, faute de moyens contraceptifs adéquats, il est devenu le principal moyen de contrôle des naissances ! Un médecin soviétique, Andreï Popov, a dénoncé cette situation dans la revue libérale soviétique *Ogoniok*. Nous en publions de larges extraits.

DOCUMENT

VOYONS les statistiques sur l'avortement : elles ne recensent pas tout mais quand même beaucoup. Sur cent femmes entre 15 et 20 ans, trente avortent. A 20 ans, une femme sur six a vécu cela au moins une fois. C'est ainsi que les choses se présentent à Moscou mais, de façon plus générale, de 70 à 80 % des premières grossesses chez les citadines et jusqu'à 90 % à la campagne se terminent par un avortement pratiqué hors milieu hospitalier.

Ici, le terme "planification familiale" désigne ce qui est associé habituellement dans les consciences avec l'avortement et la recherche d'un stérilet de la dimension voulue ; et parfois aussi avec l'abandon d'enfant, l'infanticide, la stérilité secondaire consécutive à un avortement, la peur de tomber enceinte mal à propos, la naissance d'enfants hors mariage et bien d'autres choses encore.

Maintenant, voyons comment l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comprend, elle, la planification familiale : c'est l'activité de personnes et de familles pour faire en sorte qu'elles n'aient que le nombre d'enfants qu'elles désirent, et cela au moment qui leur convient. Bref, les enfants doivent être mis au monde de façon responsable et planifiée par la famille (et par elle seule !). Evidemment, une telle planification suppose aussi qu'on empêche la naissance d'enfants non désirés à un moment donné.

Le droit des parents à décider de façon libre et responsable de quand ils auront des enfants et de combien ils en veulent est explicitement formulé dans l'article 16 de la Déclaration de la conférence in-

ternationale sur les droits de l'homme, signée en 1968 à Téhéran, entre autres par l'Union soviétique. Pour garantir ce droit, nous nous sommes engagés à fournir à la population une information fiable, des moyens anticonceptionnels et une aide médicale pour la planification familiale. Depuis, vingt ans ont passé... Toutes ces promesses, l'information, les moyens anticonceptionnels, l'aide médicale, tout cela s'est réduit concrètement à la pratique de l'avortement. Non, il y a quand même encore autre chose : l'intimidation voulue, systématique, des femmes par la propagande sur la nocivité de l'avortement.

Faire peur aux femmes

Seulement à quoi bon cette intimidation ? Nos femmes ont déjà assez peur comme cela. Mais ont-elles le choix ? Est-il fréquent qu'on leur propose quelque chose de valable à la place de l'avortement, même dans les articles et les brochures de vulgarisation, à plus forte raison dans la vie réelle avec ses pharmacies réelles, ses médecins de quartier mal informés, ses partenaires maladroits ? Nos femmes ont-elles vraiment la possibilité de choisir entre l'avortement, incontestablement nocif pour la santé, et des moyens anticonceptionnels moins nocifs ?

Voici les chiffres. D'après l'OMS, environ trente millions d'avortements sont pratiqués tous les ans dans le monde, dont presque huit millions en URSS. Ainsi un avortement sur quatre dans le monde se fait chez nous, alors que la population soviétique ne représente que 5 à 6 % de la population mondiale.

Nous sommes au premier rang mondial pour la quantité relative d'avorte-

ments : deux à quatre fois plus que dans les pays socialistes européens, six à dix fois plus que dans les pays capitalistes avancés. Mais essayons d'être précis : en fait, les chiffres sont encore beaucoup plus élevés car il faut y inclure les avortements pratiqués hors du milieu hospitalier. Il serait absurde de les qualifier de criminels. Lors des débats au Parlement de la République démocratique allemande (RDA) sur la levée de l'interdiction de l'avortement, il a été dit très justement : « Une loi qui, chaque année, fait de presque 900 000 femmes des criminelles n'est pas une loi. »

Une femme sur cinq avorte chaque année

Or, selon les estimations prudentes des spécialistes, en URSS, le nombre d'avortements hors du milieu hospitalier serait au moins égal à la moitié des avortements officiellement enregistrés, les estimations maximales faisant monter ce chiffre à 80 ou 100 %. En tenant compte de ces avortements, chaque année, ce n'est pas une femme sur dix mais une sur cinq qui se fait avorter !

Mais ce tableau doit encore être précisé : il serait à tout le moins peu correct de se contenter de comparer "nos" chiffres et ceux des pays occidentaux. Dans un cas, il s'agit essentiellement de mini-avortements avec anesthésie obligatoire, qui épargnent au maximum les femmes. Notre variante nationale est différente : c'est le curetage, largement répandu, ou l'aspiration (dont la pratique se généralise à peine) suivie là encore d'un curetage, l'anesthésie n'étant absolument pas obligatoire. On est loin d'avoir assez de produit anesthésiant pour tous...

Comment en est-on arrivé là ? L'histoire commence dès 1936, date à laquelle a été édictée une loi interdisant l'avortement tandis qu'on arrêta pratiquement tout le travail de recherche et d'applica-



tion tendant à répandre les moyens anticonceptionnels dans le pays. Le contexte historique et social de cette décision est intéressant et très instructif. L'Etat avait un besoin aigu de ressources en main-d'œuvre et en soldats, or la natalité était en train de chuter... La solution a été trouvée, il suffisait d'y penser : interdire à la fois l'avortement et, dans les faits, les moyens anticonceptionnels. Il est à noter que, pendant les années 20, notre pays était en pointe, mondialement, dans le domaine de la planification familiale.

Introuvables contraceptifs

Si les avortements ont fini par être de nouveau autorisés en 1956, en revanche, les moyens anticonceptionnels nous n'avons jamais retrouvé leur place légitime (sans qu'ils aient à proprement parler été interdits).

Comment caractériser les moyens anticonceptionnels dont nous disposons actuellement ? Ceux qu'utilise 80 % de la population sont peu efficaces, peu accessibles et mauvais pour la santé des partenaires. D'ailleurs, ils ne diffèrent pas tellement de ceux qui existaient et étaient utilisés pendant les années 30, d'où leur nom de "moyens traditionnels". Comme le montrent les recherches spécialisées, les grossesses non volontaires, dans les grandes villes, représentent 50 % de l'ensemble des grossesses. Parmi les femmes qui pratiquent la contraception traditionnelle — et elles sont la majorité — cette proportion atteint 80 % !

Il est évident que des contraceptifs aussi "efficaces" déçoivent rapidement. Et une femme sur quatre à Moscou préfère l'avortement et ses ennuis épisodiques à la peur de tomber enceinte au mauvais moment, et aux inconvénients liés à l'utilisation de méthodes et de moyens anticonceptionnels traditionnels.

Mais où sont-ils les moyens anticonceptionnels modernes qui seraient vraiment efficaces ?

Voyons le pourcentage de satisfaction des besoins de la population de la République de Russie : en 1980, il était de 50 %. Autrement dit, trois femmes sur quatre ressortaient de la pharmacie avec une meilleure conscience des difficultés de la vie mais sans le produit. Ainsi seulement 20 % des acheteuses avaient pu se procurer des préservatifs masculins ; en ce qui concerne les crèmes spermicides et autres moyens chimiques, uniquement 2 % (vous avez bien lu : deux femmes sur cent !) ; les stérilets, 50 % ; la pilule, 20 %. Mais si la demande globale est satisfaite à 25 %, ce chiffre est une moyenne qui résulte en fait de l'addition des 75 % de Moscou aux 5 % de la région de Kras-

noïarsk. Elle est bien là, l'envergure russe ! Mais au lieu de passer du vide au trop plein, on passe du vide à l'encore plus vide...

Voici des données encore plus impressionnantes : si nous faisons le compte des moyens anticonceptionnels vendus entre 1980 et 1982 pour cent femmes en âge de procréer, nous aurons une belle illustration des réalités de la vie de nos femmes. En moyenne, dans la République



de Russie, nos cent acheteuses ont acquis au total cinq boîtes de pilules, trois stérilets, et leurs partenaires 450 préservatifs. Calculons : ces cinq boîtes durent six mois à une femme, les stérilets, eux, font deux ans, mais à trois "veinardes" seulement. En ce qui concerne les préservatifs, selon des calculs pas très rigoureux mais sans aucun doute fiables, ils dureraient un an pour trois ou quatre partenaires. Finalement, nous avons pu répondre à la demande d'environ 10 femmes, mais les 90 autres ? Le résultat est bien connu : avortements, naissances avant le mariage ou hors mariage, abandons d'enfants, enfants non désirés et mal aimés, infanticides et bien d'autres choses que le ministère de la Santé ignore mais que connaissent fort bien ceux des Affaires intérieures et de la Protection sociale.

Nous arrivons donc à la conclusion que l'avortement est chez nous la principale méthode de planification de la famille et, en ce sens, notre pays est unique, même à l'échelle mondiale. (...)

Il n'y a qu'une seule solution : l'organisation d'un service de planification familiale sous le contrôle démocratique d'une Association soviétique de planification familiale, la prophylaxie des grossesses non désirées et des avortements qu'elles entraînent grâce à une large diffusion de moyens anticonceptionnels modernes, hautement efficaces.

Mais, et c'est là que le bât blesse, tout le monde a-t-il intérêt à ce qu'existe une telle prophylaxie ? Il ne faut pas oublier que, pour beaucoup de gynécologues-obstétriciens, la pratique des avortements

constitue traditionnellement une forme stable, et non négligeable, de gains supplémentaires. Ce n'est pas avec des discours sur l'éthique et la déontologie qu'on aidera le médecin soviétique... Quand nos femmes payent de 50 à 100 roubles, ce n'est pas pour de la prophylaxie, ce n'est pas pour leur santé, encore moins pour celle de la population. Les femmes paient aux gynécologues-obstétriciens les manipulations indispensables dans cette situation, laquelle a d'ailleurs été créée et maintenue par ces mêmes gynécologues-obstétriciens. (...)

L'avortement, source de profit

Bien sûr, tous les médecins ne s'enrichissent pas en pratiquant l'avortement. La majorité d'entre eux sont aussi indignés que vous et moi par la situation existante. Et pourtant le ministère de la Santé a bien un intérêt particulier dans l'histoire. Il faut savoir que, d'après les spécialistes, près de la moitié de nos gynécologues-obstétriciens ne pratiquent que des avortements : près de la moitié de l'armée que constituent les 60 000 gynécologues-obstétriciens soviétique (la plus grande armée du monde !). De plus, un tiers de tous les lits des services de gynécologie-obstétrique ne servent qu'aux avortements (et il en manque quand même !) tandis que la moitié des femmes qui viennent consulter en gynécologie demandent un avortement !

Imaginez : un gynécologue de quartier pratique entre deux et trois avortements par jour ! Encore un fait : un avortement coûtant presque 100 roubles, les dépenses annuelles pour les avortements à l'échelle de l'ensemble de l'Union soviétique peuvent être estimées à près d'un milliard de roubles. A titre d'information pour les non spécialistes, cette somme représente le vingtième de tout le budget annuel de la santé en URSS ! Ainsi un rouble médical sur vingt est dépensé pour faire des avortements.

Maintenant on comprend pourquoi, par exemple, nous sommes au cinquantième rang dans le monde en termes de mortalité infantile, pourquoi le taux de mortalité des nouveaux-nés, chez nous,

est non seulement trois à quatre fois plus élevé que le taux moyen européen, mais plus élevé que celui des pays économiquement développés. ★



Ogoniok,
numéro 33, 1988



DOSSIER FEMMES

Travailleuses en colère

Les propositions constitutionnelles du Congrès national africain (ANC) établissent que le gouvernement post-apartheid devra utiliser l'action positive pour éliminer les inégalités et la discrimination envers les femmes. Ceci est-il sérieusement pris en charge par le mouvement syndical, qui représente un grand nombre de travailleuses ? Des comités et des structures de femmes sont en train d'apparaître dans la plupart des syndicats affiliés au Congrès des syndicats sud-africain (COSATU), mais ceux qui y sont investis reconnaissent qu'il existe une lutte difficile à mener. Lors du récent Congrès du COSATU, en juillet, le Syndicat des travailleurs des transports (TGWU) — composé majoritairement d'hommes — a présenté deux des résolutions les plus controversées : l'une sur le comportement sexuel et l'autre sur la féminisation des directions. La première appelait à une "discipline sexuelle" dans le COSATU et demandait à ses membres de prendre en compte les effets sur l'organisation de l'attitude de camarades hommes établissant des "relations inégales" avec des femmes recrutées récemment. La seconde déclarait qu'un effort conscient devait être fait pour que des femmes soient élues à des postes de direction à tous les niveaux du COSATU et des syndicats qui y sont affiliés, et que les barrières pratiques à leur participation soient renversées. Un tiers des 26 000 membres du TGWU sont des femmes, qui travaillent la plupart du temps comme employées de nettoyage. Voici de larges extraits d'une interview de Jane Barrett, secrétaire générale du TGWU, réalisée par la revue sud-africaine de gauche *Work in Progress*.

WORK IN PROGRESS : *Votre syndicat a présenté deux des résolutions les plus controversées du dernier congrès du COSATU. Quelles expériences pratiques les ont motivées ? Jusqu'à quel point les hommes de votre syndicat ont-ils participé à leur élaboration ?*

Jane BARRETT : Depuis des années, de nombreuses femmes syndiquées se plaignent du harcèlement sexuel et de l'exploitation que leur font subir des membres de la direction des entreprises et, en particulier, des membres des directions intermédiaires tels les contre-maîtres. Certaines femmes ont dû accorder des faveurs sexuelles pour trouver un emploi. Cette question a suscité de nombreuses discussions et des luttes.

Or, il nous est apparu que, s'il est facile de discuter de ce problème quand des membres de la direction sont en cause, l'exploitation sexuelle existe aussi dans nos propres structures syndicales. Et ce, tout particulièrement dans les relations entre militants masculins et femmes récemment recrutées.

Des plaintes ont commencé à être entendues dans les rangs des syndicats du COSATU. Cela a été évoqué lors de la conférence nationale femmes du COSATU, l'an dernier, et de nouveau lors du séminaire national de mars 1989. Nous avons entendu les mêmes plaintes dans notre propre syndicat.

Il s'agit clairement d'une question de relations de pouvoir. Les dirigeants du syndicat et les délégués, bien implantés et à l'aise dans leur position, ont souvent des aventures avec plus d'une jeune recrue récente en même temps. Les femmes, nouvelles dans l'organisation, n'ont pas d'expérience et ont peur de soulever ce problème.

Certains de nos dirigeants hommes ont commencé à se rendre compte de ce problème. Ils avaient remarqué un problème d'ordre plus général, tant dans le COSATU que dans le TGWU : des femmes s'affiliaient au syndicat puis, ensuite, s'en allaient. Nous avons pensé que l'ex-

ploitation sexuelle était l'une des raisons à cela.

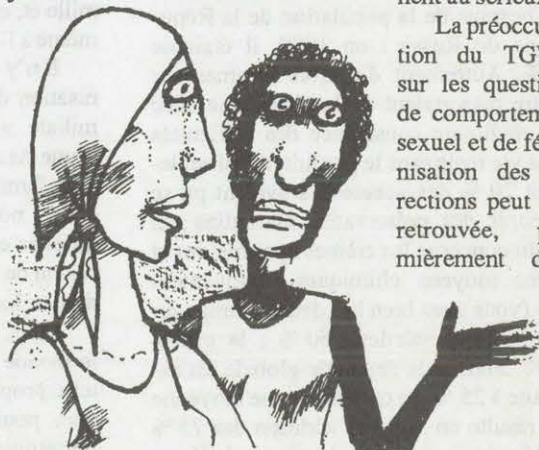
Ainsi, la résolution du Congrès a découlé des expériences de nos militants de base. Elle ne doit en aucun cas être considérée comme une attaque contre les dirigeants hommes.

Dans le TGWU, la question a été discutée abondamment dans toutes les structures syndicales. Bien que nous comprenons l'importance des structures femmes séparées, il est tout aussi important que les autres structures du syndicat discutent des questions concernant les femmes.

Mi 1988, notre Comité exécutif national a passé une journée entière à discuter des questions concernant les femmes dans les syndicats, y compris des problèmes de l'exploitation sexuelle.

Les résolutions du Congrès ont été préparées par un comité national dont la majorité n'était pas composée de femmes. Peu de temps avant le Congrès, le Comité national femmes de TGWU s'est réuni pour la première fois. Il a adopté les résolutions. Celle sur le comportement sexuel a été présentée au Congrès par les hommes de notre direction. Ce n'était pas parce que les femmes ne voulaient pas le faire — ce sont surtout des femmes qui ont présenté la résolution sur la féminisation des directions — mais la délégation a pensé, qu'en général, les gens attendent que cela soient des femmes qui parlent des "questions femmes", or il était important de faire comprendre au Congrès que cette question n'était pas seulement une plainte de femmes mais un problème politique sérieux — un problème que tant les hommes que les femmes du TGWU prennent au sérieux.

La préoccupation du TGWU sur les questions de comportement sexuel et de féminisation des directions peut être retrouvée, premièrement dans



la résolution du COSATU de 1985 qui décidait de lutter contre tous les traitements discriminatoires dans le travail, dans la société et dans la fédération. Deuxièmement, les résolutions du TGWU lors de ses Congrès de 1987 et 1988 ont décidé de combattre le harcèlement sexuel « où qu'il survienne » et de « revoir toutes nos habitudes dans le but de faire avancer notre lutte ». Troisièmement, le récent Comité exécutif national du TGWU a consacré une journée à discuter des propositions constitutionnelles de l'ANC, y compris des points concernant l'action positive.

En préparant le Congrès, nous avons discuté de la nouvelle direction du COSATU et nous nous sommes demandé s'il y avait des femmes candidates. Or, très peu de noms ont été évoqués. Cela a mis en lumière le manque de femmes dans les directions à tous les niveaux, dans tous les syndicats, et montré qu'inévitablement la direction du COSATU serait exclusivement composée d'hommes.

◆ **Quel a été la réaction des membres du TGWU au rejet de ces résolutions par le Congrès ? Le syndicat présentera-t-il à nouveau ces résolutions lors du prochain congrès ?**

Nous n'avons pas considéré que les réponses du congrès étaient négatives. Nous n'avons pas été surpris que les résolutions ne reçoivent pas un appui massif. Et nous étions conscients que les positions prises dans notre syndicat pouvaient ne pas être nécessairement partagées par des membres d'autres syndicats — particulièrement ceux où il y a une majorité de membres masculins qui n'ont jamais vraiment été confrontés ces questions. Mais ce point a été débattu, ce qui est positif. Au départ, le Syndicat des travailleurs de l'alimentation (FAWU) a appuyé notre motion sur le comportement sexuel, mais s'est ensuite retiré. Finalement, il n'y a que le Syndicat des travailleurs de la chimie (CWIU) qui nous ait apporté un soutien total.

Nous sommes persuadés que la conscience va très prochainement se modifier dans les syndicats. Nous allons surveiller cela avec attention et, si nous trouvons qu'il n'y a pas de changement significatif, nous soulèverons à nouveau ces questions lors du prochain congrès.

Durant le débat de quatre heures, le Syndicat des mineurs (NUM) a avancé un amendement à propos de ce que ses membres dénomment la "morale de la classe ouvrière". Nous avons compris cela comme une contre-motion à notre résolution sur le comportement sexuel. Ce qu'ils entendaient par "morale de la classe ou-

vière" est resté très flou. Mais la motion de NUM déclarait que, parce que nous vivons dans une société bourgeoise, la morale bourgeoise est imposée aux travailleurs. Cette morale est celle des patrons capitalistes et conduit les ouvriers à s'égarer. Le NUM a déclaré que les travailleurs devaient retrouver leurs racines, rejeter la morale bourgeoise et développer la "morale de la classe ouvrière". Ils n'ont pas spécifié ce qu'était cette dernière.

Le TGWU a trouvé que cela n'englobait pas les points spécifiques sur le comportement sexuel que nous voulions souligner. Nous avons étudié sérieusement leur résolution, mais il était impossible de combiner la leur et la nôtre.

Avant même que la motion ne parvienne au Congrès, quelques syndicats ont suggéré que nous ne la présentions pas en assemblée plénière mais lors de commissions restreintes. Ces syndicats supposaient que nous allions perdre l'épreuve de force sur cette question. Mais les membres de TGWU ont pensé que, même si la majorité du Congrès était en désaccord avec la motion, l'important était d'avoir l'opportunité de présenter ce sérieux problème à une assemblée de plus de 2 000 personnes.

Nombre de positions ont été défendues. Quelques délégués ont dit qu'il ne s'agissait pas d'exploitation sexuelle — que ces femmes le cherchaient et qu'elles avaient la possibilité de dire non. D'autres affirmèrent que c'était un problème de discipline, mais que cela ne méritait pas un débat lors d'un congrès national. D'autres encore dirent que nous devions tout d'abord éduquer nos membres, et que cela ne devait pas être isolé des autres problèmes de discipline.

Finalement, il a été décidé, en accord avec une proposition du Syndicat des travailleurs du bois (PPWAWU), que la question du comportement sexuel serait incorporée dans une discussion générale sur un code de conduite. (...)

◆ **Il existe différentes initiatives dans les syndicats du COSATU autour de l'organisation et de la mobilisation des femmes. Que ce passe-t-il dans le TGWU et comment vos initiatives sont-elles reliées à celles des autres syndicats ?**

Le TGWU a mis en place un Comité femmes national avec des représentantes

de chaque branche. La première rencontre a défini quelques questions qui serviraient de catalyseurs pour mobiliser les femmes syndiquées. Nous avons également encouragé chaque branche à organiser des réunions femmes. Les femmes y étaient très favorables, mais avaient du mal à trouver des sujets concrets sur lesquels travailler. La rencontre nationale a suggé-



ré, comme point de départ, les tests de dépistage du cancer du col de l'utérus. Cela concerne toutes les femmes, et nous avons accès à des facilités — des groupes de santé qui veulent apporter de l'information et une éducation. De

plus, des demandes très simples peuvent être reliées à cette question.

Nous espérons que les structures vont commencer à créer localement leurs propres sujets de préoccupation.

Comme d'autres syndicats du COSATU, nous avons réussi durant ces dernières années à parvenir à une étape où les délégués n'hésitent plus avant d'inclure certaines questions dans les revendications collectives lors des négociations — principalement les droits concernant la maternité. Il y a à peine deux ans cela serait venu en dernier.

Nous avons réalisé certains progrès en ce qui concerne les congés maternité — en général le droit à la sécurité de l'emploi et, dans quelques cas, les allocations lors du congé de maternité et le droit de quitter son travail pendant quelques heures pour participer à des cours de préparation à l'accouchement.

◆ **Un débat a eu lieu pour savoir s'il devait y avoir des structures femmes à l'intérieur du COSATU ou si les travailleuses devaient uniquement participer aux organisations de femmes des communautés. Pouvez-vous nous présenter quelques unes des différentes positions ?**

Quel que soit le débat, des structures femmes sont en train de se développer dans les syndicats. Cette question de l'existence d'une structure femmes à l'intérieur du COSATU a été très chaudement débattue lors de sa Conférence femmes de l'an dernier. A cette époque, seul le Syndicat de la métallurgie et de l'automobile (NUMSA) avait une structure femmes nationale qui fonctionnait. Il



Les organisations des femmes des communautés sont fédérées dans la FEDSAW (DR)

était ainsi très difficile de présenter concrètement les avantages d'une structure interne.

Le problème n'est pas résolu mais, depuis l'an dernier, les gens ont tendance à bien mieux comprendre qu'il est utile pour les femmes de se réunir ensemble, pas simplement en tant qu'individus, mais en tant que représentantes des femmes dans les structures de leur syndicat, pour discuter de questions d'importance nationale pour les femmes syndiquées.

Lors du congrès du COSATU de cette année, les délégués se sont mis d'accord sur la formation d'un comité national de représentantes femmes qui discuterait du renouveau de l'organisation nationale des femmes (FEDSAW).

Lors de la Conférence femmes du COSATU, certains craignaient qu'une structure nationale fasse double emploi avec celles qui existent dans les communautés et en éloigne les femmes. Ceux qui défendaient la mise en place d'une structure dans le COSATU s'accordaient pour dire que la structure syndicale ne serait jamais un substitut aux organisations de femmes des communautés mais pensaient qu'il était nécessaire que les syndiquées se réunissent ensemble pour parler de leurs problèmes en tant que travailleuses ou que membres du syndicat.

◆ *D'après vous, les femmes ayant participé à des organisations de femmes ou à des structures femmes ont-elles acquis des bases suffisantes pour participer activement à d'autres structures et activités syndicales ?*

Les structures femmes séparées sont importantes. Elles offrent un lieu de débat

où les femmes peuvent apprendre à présenter leur point de vue. Souvent elles se sentent plus libres de parler (entre elles) et dans ces structures bien plus de femmes peuvent prendre part aux discussions.

Mais cela ne veut pas dire que les questions femmes doivent être cantonnées dans ces structures. Tout ce dont l'on discute dans les comités femmes doit être pris en charge par les structures syndicales générales — et pas uniquement sous forme de comptes-rendus. Les membres des autres structures syndicales doivent assumer pleinement ces questions.

Il est également important que les structures femmes ne soient pas surchargées de tâches, car celles qui en font partie hésitent alors à s'intégrer à d'autres structures syndicales à cause d'un manque de temps.

◆ *Des hommes ont-ils apportés des éléments de réponse aux questions posées par les structures femmes lors des débats en assemblées générales ?*

Nos structures sont encore embryonnaires, et nous ne l'avons pas encore fait au niveau des branches. Mais, au niveau national, notre Comité exécutif national a été très enthousiaste durant la discussion d'une journée consacrée aux questions femmes. On trouve toutes sortes d'indications comme quoi davantage de membres — tant hommes que femmes — jugent importantes les questions traditionnellement considérées comme des "affaires de femmes".

◆ *On a beaucoup discuté sur la nécessité du partage du travail domestique et du soin des enfants afin que les femmes aient le temps de participer*

aux activités syndicales. Dans quelle mesure cela est-il resté du domaine de la proclamation ? Quand le travail domestique est partagé, l'est-il avec d'autres femmes de la famille ou avec des hommes de la famille ?

Il est très difficile de répondre à cela. Mais il est certain que des changements se sont produits. Il y a cinq ans, les hommes auraient été terriblement vexés à la perspective de devoir partager les travaux ménagers. Aujourd'hui, il est évident pour tout le monde que les hommes s'occupent beaucoup plus de leurs enfants.

En paroles, le concept du partage des tâches domestiques est plus facilement accepté. Mais les femmes qui ont un rôle important de direction se plaignent encore que personne ne partage leur fardeau à la maison.

Généralement, la majorité des femmes les plus actives sont célibataires. Et, plus elles sont actives, plus elles risquent de devenir célibataires ! Je connais un certain nombre de femmes dont les mariages se sont rompus à cause de leur investissement syndical croissant. Très souvent, les maris n'étaient pas investis dans le travail syndical ni organisés. Cependant, même lorsqu'ils l'étaient, les hommes estimaient que leur propre investissement syndical était plus légitime.

◆ *Les femmes dans les syndicats sont devenues plus conscientes des questions qui les touchent spécifiquement. Ont-elles été capable d'étendre cette conscience aux femmes inorganisées et chômeuses dans leurs communautés ?*

L'organisation des femmes autour de questions spécifiques leur a rendu possible d'identifier ce qui les affecte spécialement en tant que femmes dans la communauté. Beaucoup de femmes actives dans les structures syndicales — tant dans les structures femmes que dans les structures générales — jouent un rôle important dans les organisations locales des communautés. Leur expérience peut les aider à dépasser la notion de la femme perçue comme "mère", et à essayer de définir ce qui en fait une catégorie particulière de personnes dans la communauté ayant un ensemble de problèmes spécifiques — tout comme, par exemple, les étudiants ont leurs propres problèmes.

◆ *Pensez-vous que les femmes des communautés sont conscientes de leur place dans la société en tant que personnes et participantes à part entière, et non simplement comme des "mères" ?*



DOSSIER FEMMES

Femmes dans le PT

Ce n'est pas une évolution facile et cela prendra du temps. Cela dépendra du degré de participation active des femmes dans les organisations. Nous avons par exemple remarqué que les organisations de jeunes étaient en train de devenir de plus en plus dominées par des hommes. Dans certains secteurs, les femmes sont complètement absentes. Et, si des femmes sont recrutées, elles sont traitées comme des hommes par procuration, plus que comme des camarades femmes représentant leur propre base.

◆ *Le manque de participation des femmes à la direction des syndicats nuit-il à leur capacité à s'organiser de manière effective dans leur communauté et dans leur environnement immédiat ?*

Le fait que la présence de femmes dans les directions soit plus l'exception que la règle et le manque d'expérience d'un grand nombre de femmes ont affaibli leur capacité à diriger à l'extérieur des syndicats. Leur expérience dans les syndicats leur permet de donner un coup de pouce à leurs organisations communautaires, mais elles n'ont pas encore assez de rôles de direction. Les femmes investies dans les directions syndicales sont souvent tellement chargées de responsabilités qu'elles n'ont pas le temps de participer à des structures en dehors du syndicat. Et il n'y a pas suffisamment de femmes investies dans les directions intermédiaires des syndicats — déléguées du personnel par exemple — qui pourraient diriger les militantes des communautés également. Ce sont le plus souvent des délégués hommes qui jouent ce double rôle. ★

Septembre-Octobre 1989

Propos recueillis par Ingrid Obery

cahiers du féminisme

Dans leur numéro du printemps 1990, les *Cahiers du féminisme*, édités par la LCR, section française de la IVe Internationale, publient un dossier spécial sur les femmes en RDA.

Egalement au sommaire, des articles sur :

l'avortement et la contraception en Roumanie et en Argentine ;
la violence conjugale ;
le harcèlement sexuel en Suisse ;
l'intégration des filles d'origine maghrébines, et bien d'autres...

Passez vos commandes à :
2 rue Richard Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Lors du second tour de l'élection présidentielle, au Brésil, le candidat du Parti des travailleurs (PT) a failli emporter la victoire (voir *Inprecor* numéro 301, du 26 janvier 1990). Front large constitué depuis 1980, le PT compte de nombreuses femmes dans ses rangs. Afin d'en savoir davantage sur leur mode d'organisation propre, la revue *Alai* a réalisé l'interview suivante de Tatau Godinho, membre du Secrétariat national femmes du PT et du Bureau du Parti à Sao Paulo. Elle fait également partie de la direction de la section brésilienne de la IVe Internationale.

ALAI : *Nous aurions tout d'abord aimé savoir comment s'est posée la situation des femmes et de leur organisation à l'intérieur du PT.*

Tatau GODINHO : Depuis le début de la formation du parti, il existe des formes d'organisation des femmes à l'intérieur du PT, notamment des commissions femmes. Cela ne s'est pas développé de la même façon dans tout le pays : dans les Etats où le parti s'est construit de manière plus organique et plus forte, l'organisation des femmes en a également profité.

L'an dernier, nous avons tenu la seconde rencontre des militantes du PT dans le mouvement femmes, et à cette occasion nous avons un peu plus avancé quant aux possibilités d'organisation des femmes sur le plan national. C'était la première fois que nous nous organisions en tant que commission nationale, car il n'existait pas auparavant de structure à l'échelle nationale. Cependant, nous pensons que parmi les grands partis brésiliens le PT est celui où la tradition d'organisation des femmes est la plus forte, et où existe un travail très important en relation avec le mouvement des femmes en général.

Notre organisation à l'intérieur du parti est encore petite, comparée aux forces du parti et à la force de l'organisation des femmes dans le mouvement général.

◆ *Comment est posé le débat sur le féminisme à l'intérieur du PT ?*

On a assisté à une évolution assez intéressante de la discussion sur le féminisme car certains secteurs du mouvement féministe sont entrés au parti depuis sa création. (...) Aujourd'hui, le fémi-



nisme n'est absolument pas rejeté et personne ne suggère que le féminisme serait une lutte des femmes contre les hommes. Mais on ne peut pas dire que tout le parti est homogène dans la compréhension du féminisme, il y existe

plutôt une compréhension de la nécessité de la lutte et de l'organisation des femmes. Mais le lien de l'activité de l'ensemble du parti avec le féminisme n'est pas clairement établi.

Afin que cela soit plus clair, quand nous avons commencé le travail à l'intérieur du parti, nous ne parlions pas de féminisme en tant que tel, mais plutôt de la lutte des femmes et de la libération des femmes ce qui, pour nous, revenait quasiment au même et représentait à peine une façon tactique de poser le problème afin que les gens comprennent de quoi nous parlions. Aujourd'hui, c'est différent. Quand nous parlons de féminisme, les gens comprennent que nous évoquons la même lutte, la lutte contre l'oppression spécifique des femmes et que nous devons nous organiser.

◆ *Quelles sont les victoires concrètes de cette organisation femmes à l'intérieur du PT en termes, par exemple, de participation aux décisions internes de l'organisation ?*

De ce point de vue, je ne crois pas que l'on puisse dire que nous ayons réalisé de grandes victoires. Ce que nous avons obtenu, c'est une prise en compte un peu plus grande des revendications des femmes dans le programme du parti, dans les discussions politiques, dans les enga-

gements du parti. Ainsi, l'an dernier, lors de la discussion d'un projet du PT pour la Constitution, une importante discussion s'est déroulée au sein de la direction du parti sur l'avortement, et la celle-ci a voté en faveur de sa légalisation.

Il ne s'agissait pas d'une position impérative du parti, mais d'une position indicative, notamment parce que certains secteurs ne l'acceptaient pas très bien. Cela a représenté un grand pas en avant pour que le parti puisse poser à nouveau ce type de questions.

Aujourd'hui, le programme électoral inclut également un chapitre où sont reprises les revendications des femmes (voir *Inprecor* numéro 297 du 13 novembre 1989). Ainsi, au niveau du programme et des prises de position politiques, je crois que nous avons gagné davantage qu'au niveau organisationnel de participation des femmes. Celles-ci participent beaucoup à la vie du parti, et plusieurs d'entre elles sont parlementaires. Lors des précédentes élections, deux femmes ont été élues maires dans des villes très importantes, notamment Sao Paulo (Voir *Inprecor* numéro 280, du 23 janvier 1989). Mais la conscience de la nécessité d'impulser volontairement la participation politique des femmes fait défaut. C'est comme s'il s'agissait d'un développement naturel, alors que nous savons parfaitement que cela ne l'est pas, la preuve en est le faible taux de femmes dans les instances de direction du PT.

◆ *En plus de leurs revendications spécifiques, les femmes du PT ont-elles présenté des propositions sur des aspects relatifs à la participation à la direction du Parti ?*

Nous n'en sommes pas encore là. Un débat a eu lieu lors de la précédente rencontre des femmes du parti, mais rien de concret n'a été décidé. Cependant, jusqu'à présent, bien qu'il n'y ait pas de prises de position spécifiques, il existe une réelle reconnaissance des difficultés de participation des femmes à la direction car, à la base, il y a vraiment beaucoup de militantes. Mais cela ne s'est pas encore transformé en proposition au niveau de l'organisation ou d'un changement des

méthodes de participation politique ou de construction démocratique du parti.

◆ *Ce processus vécu au sein du PT s'est-il répercuté sur les dynamiques organisationnelles des organisations populaires où il est influent ?*

Oui, le parti influe beaucoup sur le mouvement social en général. A l'intérieur de la Centrale unique des travailleurs (CUT), par exemple, existe depuis 1986 une organisation spécifique des

crites dans la plate-forme du PT à l'Assemblée constituante. Donc, au niveau de la défense institutionnelle de certaines revendications, le PT a parfois défendu les mêmes positions que celles de la CUT.

◆ *Tu as mentionné plusieurs fois le "mouvement des femmes". Considères-tu qu'il existe un mouvement de femmes structuré au Brésil ?*

Le mouvement des femmes est très important, mais il lui manque un processus de construction organisationnelle et unitaire car il ne possède aucune structure pour coordonner. Toutes les coordinations qui se sont développées sont restées très ponctuelles, autour d'une situation déterminée, que cela soit une lutte ou une revendication précise.

Lors des commémorations, par exemple celle du 8 mars, nous organisons des manifestations de femmes dans les rues. Elles sont très importantes et démontrent bien la force d'organisation du mouvement, mais il n'existe pas de processus de construction unitaire qui le coordonne. Cela mène, entre autres, à un affaiblissement de notre force en tant que mouvement des femmes.

◆ *Quelles sont les principales expressions organisationnelles de ce mouvement ?*

Les femmes sont organisées au niveau rural (payannes et travailleuses agricoles) dans différentes régions du Brésil. Beaucoup de femmes sont organisées dans différents mouvements, par-

fois liés entre eux, parfois non. Au niveau urbain, on trouve beaucoup d'organisations de femmes de quartiers qui se regroupent en comités de femmes ou en associations de femmes, ou participent à la lutte du quartier en tant que femmes. Cependant, le mouvement est extrêmement dispersé à travers tout le Brésil, justement à cause d'un manque de structures unitaires permanentes. Ainsi un groupe femmes dans un quartier peut avoir trois membres et n'être absolument pas relié à ceux des autres quartiers.

◆ *Quelles ont été les principales luttes et revendications présentées par ce*



femmes. Certes, nous ne pouvons pas dire que cela a été une décision du PT, les travailleurs eux-mêmes au sein de leur organisation syndicale en ont décidé ainsi. Mais, comme il existe une relation politique en terme de prises de décisions sociales, de positions en général de la lutte politique, les travailleuses organisées dans le parti et le parti lui-même ont une influence mutuelle.

On pourrait dire que les femmes défendent des positions très semblables à l'intérieur du mouvement social des femmes. Ainsi, à l'intérieur de la CUT, les femmes luttent pour certaines revendications par rapport à la loi, qui ont été ins-

mouvement durant les dernières années ?

Une des luttes les plus importantes, en 1989, a été menée par les travailleuses pour obtenir leurs droits dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle Constitution. Les travailleuses agricoles ont joué un rôle très important, car elles ont présenté une plate-forme de lutte en rapport avec la formation de la Constitution. D'autres luttes se sont déroulées, mais plus isolées et non coordonnées à l'échelle nationale, telles les batailles contre la violence sexuelle, qui se développent peu à la campagne mais sont beaucoup plus fortes en ville.

Une revendication très présente dans le mouvement est celle de la mise en place de crèches. Aujourd'hui, nous essayons, y compris à partir de la Constituante, d'organiser un réseau d'organisations de femmes en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Ce n'est pas encore un mouvement très fort, mais je crois qu'il va se développer, entre autres à travers une revendication sur le fait que, même lorsque la loi permet l'avortement, les soins médicaux publics ne sont pas assurés. C'est donc une revendication qui dépasse la dépénalisation et vaut également pour l'application de la très restrictive loi actuelle.

◆ *Quels sont les résultats de ces actions ?*

Nous connaissons un grand succès par rapport à la législation : dans le processus d'élaboration de la Constitution, a été intégré une prise de position générale contre toutes les formes de discrimination au travail, pour l'obligation d'avoir des crèches, pour tous les enfants jusqu'à six ans, non seulement sur les lieux de travail mais aussi dans les quartiers, ainsi qu'une prolongation du congé maternité — pour une durée très courte, mais cela a été approuvé.

Tout ceci ne s'est pourtant pas encore concrétisé en termes de conquêtes objectives des femmes. Face à certains droits des femmes reconnus dans la Constitution, les entreprises ont réagi de manière négative. Ainsi, les patrons disent qu'ils ne veulent plus employer de femmes non stérilisées, car ils vont devoir payer un congé maternité plus long. Mais c'est un faux raisonnement, parce que la stérilisation est liée à une politique de contrôle des naissances (aujourd'hui 44 % des femmes en âge d'avoir des enfants sont stérilisées) qui n'a pas commencé avec l'augmentation du congé de maternité. ★

Décembre 1989

Le mouvement des étudiants

Depuis des années, les médias de la péninsule italienne s'efforçaient d'opposer les nouvelles générations, les jeunes des années 80, à celles qui avaient animé les mouvements de 1968 et de 1977. Conformistes, studieux, soucieux de leur carrière, frileusement attachés aux valeurs de l'individualisme et de la famille : tel était le portrait des étudiants esquissé par la grande presse et répandu dans l'opinion publique. Une nouvelle flambée de luttes estudiantines a soudainement balayé ces lieux communs et dévoilé leur nature mystificatrice. Certes, les luttes de la jeunesse d'aujourd'hui n'expriment pas les mêmes idées ni les mêmes formes de radicalisation politique qui marquèrent les mouvements précédents. Mais elles expriment néanmoins des valeurs de solidarité, d'égalitarisme et de démocratie qui portent les traces de leurs prédécesseurs et témoignent, en dépit de toutes les ruptures et les mutations des années 80, la persistance d'une mémoire des luttes du passé.



AL'ORIGINE des mobilisations étudiantes de ces deux derniers mois, se trouve l'état de délabrement avancé de l'université italienne dont les structures sont restées à peu près inchangées depuis le début des années 70, alors que la population estudiantine est aujourd'hui trois fois plus nombreuse. Le malaise des étudiants a des racines matérielles qui n'échappent à personne : presque aucune université italienne ne dispose d'un campus moderne, les bibliothèques sont extrêmement pauvres, il manque des salles pour les cours.

Les études sont coûteuses et les étudiants ne disposent que d'un très faible soutien de l'Etat. Les allocations d'études (dont ne bénéficie qu'une petite minorité d'étudiants) vont de 400 dollars par an à Palerme (le minimum) jusqu'à 2 000 dollars à Milan, ce qui est absolument insuffisant pour vivre. Plusieurs facultés n'offrent aucun débouché professionnel, se limitant à parquer de futurs chômeurs. De plus, les conditions de vie des étudiants sont souvent très difficiles : les restaurants universitaires et les foyers sont rares, alors que le prix des loyers a considérablement augmenté dans toutes les grandes villes.

Si cette situation catastrophique constitue l'arrière-plan du mouvement, son détonateur a été le projet de réforme de l'université présenté par le ministre de la Recherche scientifique, le socialiste An-

Isaac PARODI

tonio Ruberti. Inspiré par les conceptions sous-jacentes à la loi Devaquet, rejetée il y a trois ans par les étudiants français (voir *Inprecor* numéro 233 du 26 décembre 1986), ce projet de réforme propose formellement l'"autonomie didactique, administrative et financière" des universités mais, en réalité, vise essentiellement leur privatisation.

Selon ce projet de loi, l'enseignement et la recherche universitaire devraient être financés par l'industrie et par des capitaux privés, en s'adaptant à leurs exigences. Par conséquent, les représentants de l'industrie et des sociétés privées devraient entrer dans les conseils d'administration des universités, non seulement pour donner leur avis sur les différents projets scientifiques mais avec un pouvoir de décision. Cette réforme ne modifie pas radicalement la situation actuelle, puisque déjà, à Rome, chaque citoyen disposé à donner 100 millions de lires à l'université peut entrer dans le conseil d'administration. Le gouvernement se propose plutôt de rationaliser et d'accentuer cette tendance.

Les conséquences immédiates d'une telle réforme sont évidentes. Les sciences humaines, déjà fortement pénalisées par les budgets actuels, seraient complètement abandonnées et marginalisées. Grâce à leur nouvelle "autonomie", les

universités pourraient établir à leur guise les conditions d'admission et les frais d'inscription. Cela créerait immédiatement une hiérarchie entre un petit noyau d'universités prestigieuses et modernes, réservées à une élite disposant des moyens pour y entrer, et un grand nombre d'universités déqualifiées, selon le modèle japonais et nord-américain.

En Italie, une telle réforme rendrait encore plus profond le déséquilibre entre le nord et le sud de la péninsule. Les universités du nord se transformeraient en laboratoires de recherche au service des grandes entreprises, en revanche, dans le sud faiblement industrialisé, les universités — déjà peu nombreuses et défaillantes dans plusieurs domaines — risqueraient de devenir parfaitement inutiles et de ne survivre que grâce aux financements octroyés par quelques politiciens en quête d'une clientèle électorale.

Occupation des campus

Cela explique pourquoi la protestation des étudiants a démarré à Palerme, capitale de la Sicile. Dans cette région, privatiser l'université signifierait tout simplement la mettre aux mains de la mafia. Entamé le 5 décembre dernier, le mouvement de grève des étudiants de Palerme s'est rapidement traduit par l'occupation du campus de la ville. Graduellement, le mouvement s'est étendu à toute la péninsule. Vers la mi-janvier, presque chacune des cinquante universités italiennes était occupée. Les grandes villes du nord — notamment Milan — ont rejoint le mouvement avec un certain retard par rapport à celles du sud et du centre.

Un des traits marquants de ce mouvement est son fonctionnement démocratique. Aucune association ou force politique n'a pu lui imposer ses propres choix. Les formes de lutte ont toujours été décidées au cours d'assemblées plénières très animées, dans lesquelles toutes les positions pouvaient s'exprimer. Les étudiants ont aussi montré que les nouvelles technologies pouvaient être utilisées dans un sens démocratique et "alternatif". La télécopie a remplacé les anciennes ronéos et a permis d'établir un réseau de communication entre les différentes universités.

L'ampleur du mouvement est apparue au grand jour lors de la manifestation nationale du 3 février à Rome. Selon les estimations de la presse, le cortège qui traversa les rues de la capitale comptait 100 000 étudiants et lycéens (avec une présence massive de ces derniers) de tout le pays. Les occupations se poursuivent, le ministre Ruberti n'ayant pas retiré son projet de loi sur l'"autonomie de l'université" (il est disposé à en discuter les détails — non

le contenu — mais seulement avec les non grévistes).

Les buts immédiats du mouvement sont le retrait du projet de réforme et la sauvegarde du droit à l'étude. Les étudiants défendent un certain nombre de principes, simples mais fondamentaux. Pour le lycéen romain Alessandro Mantovani : « *L'école que nous voulons doit être gratuite, de masse, capable de donner à tous et à toutes les mêmes chances. Elle doit être pluraliste et surtout publique, sans aucun compromis. Le projet élaboré par le gouvernement et la Confindustria [l'association des entrepreneurs] propose de sauver l'école par la privatisation. Après avoir abandonné consciemment les services publics, ils proposent de les confier à Berlusconi, Agnelli et leurs amis* » (*L'Unità* du 3 février 1990).

L'essor de la lutte a radicalement changé le climat au sein des universités. Des organisations de droite, comme par exemple le mouvement intégriste catholique *Comunione e Liberazione* (Communisme et libération), lié à la Démocratie chrétienne et fortement implanté dans les campus depuis une dizaine d'années, ont perdu leur rôle hégémonique. A Milan, son bastion traditionnel, *Comunione e Liberazione* a été marginalisée lors de l'assemblée qui a décidé l'occupation de l'université.

La gauche à l'initiative

En revanche, les militants des organisations de la gauche révolutionnaire, très minoritaires chez les étudiants, ont souvent joué un rôle de premier plan. Sans représenter la direction politique du mouvement, ils lui ont fourni un nombre important de cadres et d'organisateurs. Cela a été le prétexte pour une tentative de criminalisation du mouvement, que la presse réactionnaire a présenté comme étant "manipulé" par l'extrême gauche. Décidément, le cauchemar de la révolte anti-capitaliste des années 70 ne cesse de hanter les détenteurs du pouvoir. Le quotidien du Parti socialiste, dont l'anticommunisme primaire et vulgaire s'accroît au fur et à mesure que diminue le nombre de ses lecteurs, qualifiait les leaders des étudiants en lutte de « *communistes archaïques de la race de Ceaucescu* » (voir *Avanti!* du 19 janvier 1990). Le démocrate chrétien Antonio Gava, ministre de l'Intérieur connu pour ses liens avec la *Camorra* (la mafia de Naples), a même évoqué la possibilité d'"infiltrations" du mouvement par des groupes terroristes, un thème qui a été repris, en termes plus modérés, par le chef du gouvernement Giulio Andreotti (*Il Corriere della Sera* du 13 février 1990). Ces réactions hystéri-

ques ont eu comme seul résultat la radicalisation du mouvement qui a pris un caractère ouvertement anti-gouvernemental et s'est graduellement politisé. Les amphithéâtres des facultés ont été rebaptisés "Salle Tienanmen" et "Salle Intifada".

Le PCI divisé

Le Parti communiste (PCI) s'est divisé à l'égard de la loi de réforme et de la protestation universitaire. De nombreux intellectuels et professeurs adhérant au PCI ont exprimé leur soutien au projet de réforme du ministre Ruberti. Cela n'a rien d'étonnant : l'adhésion du PCI à un plan de privatisation de l'université confirme plutôt le choix de ce parti en faveur d'une économie de marché et d'une société "moderne" fondée sur le dynamisme des entreprises privées. Mais la réalité prouve que la modernité social-démocrate du PCI ne suscite pas l'enthousiasme des nouvelles générations.

En revanche, la Fédération des Jeunes communistes (FGCI) se trouve au cœur des mobilisations et essaie de jouer un rôle de "médiation" grâce à sa présence à l'échelle nationale. La FGCI est favorable à l'autonomie et donc à l'entrée des capitalistes privés dans les universités, à condition que le pouvoir de décision des étudiants soit accru et qu'ils puissent exercer un contrôle "réel" sur le fonctionnement des universités. Bref, le PCI semble être, encore une fois, déchiré par ses contradictions. D'une part, une opposition radicale à la privatisation de l'université remettrait en cause ses choix néolibéraux et sa "modernité"; d'autre part, il ne peut se permettre d'ignorer ou de s'opposer à un mouvement social d'une telle ampleur, au risque de rendre encore plus faible et précaire son implantation auprès des nouvelles générations.

Jusqu'à présent, la majorité du mouvement réaffirme son opposition de principe à la réforme dans son ensemble, demande le retrait du projet de loi et la démission du ministre Ruberti.

Le mouvement est confronté à deux problèmes majeurs. Tout d'abord, la nécessité de créer une coordination nationale qui soit capable d'organiser la poursuite de la lutte et d'opposer une plateforme commune à la loi de réforme. D'autre part, il est indispensable de dépasser les limites de l'université et de trouver une liaison avec les autres secteurs sociaux qui sont la cible des projets de privatisation. Des initiatives en ce sens ont déjà été prises, mais elles sont embryonnaires. Cela reste cependant le seul moyen de gagner la bataille. ★

22 février 1990



MEXIQUE

Une première victoire à Ford

Le conflit du travail opposant les ouvriers de la filiale de Ford au Mexique à leurs dirigeants syndicaux corrompus et à la direction de l'entreprise décidée à ignorer les droits et conquêtes gagnés par les ouvriers mexicains se poursuit (voir *Inprecor* numéro 301 du 26 janvier 1990).

Si le conflit n'est pas encore résolu, une série d'avancées significatives ont eu lieu. Elles sont au nombre de trois : Hector Uriarte, le secrétaire général du syndicat complètement dévoué à la direction a été destitué ; Guadalupe Uribe et neuf de ses *pistoleros* ont été emprisonnés après avoir été reconnus responsables de l'agression brutale où Benigno Urbina a perdu la vie et où furent blessés onze autres camarades ; et enfin, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) a reconnu la commission représentant les travailleurs en lutte comme ayant tous les droits de négocier et de trouver un accord favorable.

Cependant, à l'encontre de ces progrès, la CTM et l'entreprise ont mis en place toutes sortes de manœuvres tendant à mettre un frein à de nouvelles victoires possibles des travailleurs. Ainsi, par exemple, la CTM a immédiatement nommé comme nouveau secrétaire général le suppléant de Hector Uriarte, un individu qui, sans aucun doute, appliquera exactement la même politique que son prédécesseur.

Sur la base de cette nouvelle situation, les travailleurs ont tenu une assemblée générale, le 10 février dernier, où ils ont dressé un bilan de leur lutte et, pour éviter que l'entreprise et la CTM trouvent de nouveaux prétextes pour procéder à des licenciements massifs, ont décidé de reprendre le travail. Mais cela ne s'est pas fait de manière inconditionnelle. Avec ce qui peut être considéré comme une nouvelle conquête, les travailleurs ont réussi à arracher à l'entreprise une convention de garanties qui, bien que minimale et limitée, leur a permis de contre-

carrer la menace de licenciement collectif et de recommencer le travail dans des conditions relativement favorables pour eux.

Malheureusement rien n'est encore joué. La mesure exacte de la convention de garanties peut être prise, par exemple, à travers le refus de l'entreprise d'admettre le retour au travail des ouvriers les plus engagés dans le mouvement, ainsi que la forte présence policière qui se maintient encore dans l'usine. Considérant qu'ils pourraient faire face à ce type de pressions, les travailleurs se sont mis d'accord pour tenir une nouvelle assemblée générale le 17 février.

Le ministre mexicain du Commerce et de l'Industrie a jugé le cas assez important pour aller à Détroit, le 14 février, discuter avec les dirigeants de la compagnie aux côtés des présidents des filiales de Ford au Mexique.

Le 20 février, 1 800 travailleurs n'ayant pas encore été réembauchés (les plus radicaux à l'origine de la grève), Fidel Velasquez, le dirigeant national de la CTM, s'est enfin senti obligé de prendre position et de demander l'intervention du ministre du Travail, tout en accusant la firme Ford d'avoir aggravé le conflit en refusant de négocier. Un porte-parole de Ford à Détroit a déclaré que la compagnie étudierait la réembauche des ouvriers "au cas par cas".

Etant donné les conditions actuelles que connaît le Mexique (forte offensive du patronat et du gouvernement, classe ouvrière sur la défensive qui ne réussit pas à leur opposer une riposte globale) la lutte des ouvriers de Ford est, sans la moindre exagération, une lutte historique et héroïque. Un triomphe des travailleurs romprait le cours affaissant et injuste de la politique officielle et pourrait bien asseoir les bases d'un mouvement social large et pluraliste. Il est donc urgent de redoubler la campagne de solidarité avec les travailleurs de Ford au Mexique. ★



CORÉE DU SUD

Répression accrue

Le mur de Berlin est tombé, mais celui qui sépare les deux Corées demeure solide et infranchissable. Le 5 février dernier, deux dissidents sud-coréens — qui s'étaient rendus illégalement à Pyongyang ont été condamnés à de lourdes peines de détention.

Les autorités de Séoul ont infligé à Im-Suk-Yong, une jeune étudiante de littérature française, une condamnation à dix ans de prison pour avoir participé, l'été dernier, au Festival international de la jeunesse en Corée du Nord. Pour sa part, le prêtre catholique Moon-Kyu-Hyun, qui avait réussi à la rejoindre à Pyongyang, a été condamné à huit ans de prison. Pour montrer qu'ils n'étaient pas manipulés par le régime de Kim-Il-Sung, ces deux opposants avaient décidé de rentrer à Séoul, conscients des conséquences que leur acte pouvait entraîner.

La condamnation d'Im-Suk-Yong est aussi la réponse du gouvernement à la radicalisation politique des étudiants. Si l'ampleur des mobilisations s'est un peu réduite après la crise de 1987 et les Jeux olympiques de 1988, leur maturation politique (grâce à une extraordinaire diffusion de la littérature marxiste dans les campus universitaires) et la radicalisation de leurs mots d'ordre continuent.

La mort de six policiers lors d'une manifestation à l'université de Pusan (deuxième ville du pays), le 4 mai dernier, a entraîné une spirale de "militarisation" des luttes estudiantines et de répression policière. Dix jours plus tard, un étudiant de Kwanjiu — ville qui fut le théâtre en 1980 d'un véritable massacre par les forces armées de Chung-Doo-Wan et qui demeure un des bastions du mouvement — est mort sous la torture, ce qui a exacerbé encore plus les conflits. Le dernier épisode de cette escalade d'affrontements a été l'occupation de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Séoul par un commando d'étudiants, le 13 octobre 1989.

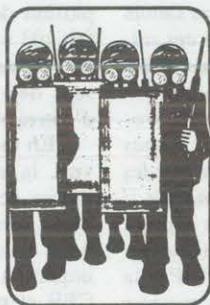
Parallèlement aux mobilisations estudiantines, la Corée du Sud est traversée depuis trois ans par de nombreux mouvements de

grève dans tous les principaux centres industriels. La classe ouvrière, qui a été pendant trente ans la victime du surprenant "miracle économique" sud-coréen, a décidé de demander son dû aux patrons et, après avoir obtenu des augmentations salariales considérables, lutte pour la légalisation de ses syndicats (voir *Inprecor* numéro 281 du 6 février 1989).

A la tête des grèves ouvrières on trouve souvent d'anciens militants d'organisations et de groupes radicaux qui sont devenus ouvriers (il n'y a pas de chômage en Corée du Sud) après avoir été expulsés des universités dans les dernières années (avant la libéralisation de 1987). Par conséquent, un lien existe entre les grèves ouvrières et les luttes des étudiants, mais cela ne c'est pas encore traduit par la naissance d'un mouvement social d'opposition unifié.

Le décalage reste considérable entre les revendications politiques des étudiants (réunification nationale, expulsion des troupes américaines, démocratisation effective du pays, condamnation des militaires impliqués dans le massacre de Kwanjiu) et celles essentiellement économiques des ouvriers (reconnaissance des droits syndicaux). C'est justement cette conjonction entre étudiants et ouvriers que le régime actuel veut à tout prix empêcher.

Pour le gouvernement sud-coréen, les événements révolutionnaires secouant l'Europe de l'Est signifient uniquement l'ouverture de nouveaux marchés pour une économie encore largement fondée sur l'exportation (c'est le sens de la normalisation des relations diplomatiques avec la Hongrie et, prochainement, avec l'URSS). En revanche, pour les étudiants, les séismes de l'Est européen montrent surtout que la réunification du pays doit être conquise par la lutte et doit passer par le retrait des 40 000 soldats américains stationnant dans leur pays. On n'oubliera pas la photo de deux étudiantes coréennes qui, au sommet de la porte de Brandebourg, le jour de la chute du mur de Berlin, nous rappelaient que la Corée reste divisée. ★



TURQUIE

66 morts dans la mine

Soixante-six mineurs ont trouvé la mort, le 8 février dernier, à la suite d'une explosion de gaz à la mine de Yenice, près d'Amasya, en Turquie. Huit d'entre eux sont morts au moment de l'explosion, alors que les 58 autres ont été enterrés vivants et n'ont pu être sauvés. En réalité, plus que d'un accident de travail, il faudrait parler d'un véritable assassinat collectif, tellement est accablante la responsabilité de la direction de la mine, qui n'a pas respecté les normes de sécurité.

Selon les mineurs et les délégués syndicaux, c'est essentiellement l'acharnement "productiviste" de la direction et ses négligences criminelles qui sont responsables du nombre de morts :

— La veille de l'accident, quatre mineurs s'étaient plaints de maux de tête et de vomissements après leur descente à la mine, et ont signalé la possibilité d'échappement de gaz. Leur directeur les a accusés de mentir et d'être saouls (!). Selon le récit d'un de ces mineurs : « Il refusa de signer notre papier pour la visite médicale, car il était un fervent partisan du productivisme. Pour lui, nous n'avons pas plus de valeur que les mules. Même en cas de maladie, il nous dit : "allez au moins extraire un kilo de charbon". » (Cumhuriyet, du 10 février 1990) Par la suite, il fut établi que les mineurs souffraient bel et bien d'une intoxication à l'oxyde de carbone.

En fait, la direction a sciemment escamoté les relevés de gaz qui indiquaient que la limite critique était dépassée. Une décision d'évacuer la mine prise douze heures avant l'accident n'a pas été appliquée, car le directeur voulait récupérer le nouveau matériel d'extraction, importé de Pologne, qui était resté au fond !

Selon les experts, une injection d'azote, avec des techniques allemandes et françaises, aurait pu empêcher l'explosion. En tout état de cause, la mine aurait dû être évacuée d'urgence, bien avant.

— Les hommes qui se trouvaient dans la zone dangereuse étaient de jeunes mineurs inexpérimentés qui n'avaient que 15 jours d'ancienneté, alors que la loi prévoit un stage préalable de six mois avant que les nouveaux mineurs soient envoyés dans ces zones.

— Les ingénieurs étaient aus-

si inexpérimentés, ayant seulement trois mois d'ancienneté.

— Il n'y avait pas d'équipe de sauvetage sur place.

— La direction n'a pas autorisé les équipes de sauvetage venues des mines voisines pour tenter de dégager leurs camarades.

— Les bouches d'aération ont été murées beaucoup trop tôt, alors qu'il restait encore des chances de sauver les 58 mineurs ensevelis qui sont morts asphyxiés, et les barrages ont été placés aux mauvais endroits, annulant toute chance des rescapés éventuels d'atteindre la surface.

Il ne s'agit pas du premier accident mortel de ce genre en Turquie ! Toujours à Yenice, 23 mineurs avaient trouvé la mort en 1950, 14 en 1959, et 72 autres en 1965. Dans le seul bassin de Zonguldak, 3 912 mineurs sont morts dans les quatre dernières décennies, et 305 000 autres ont été blessés, avec notamment une explosion de grisou en 1983 qui a fait 103 victimes. Depuis le début de l'année 1990, 7 autres mineurs sont déjà morts et des dizaines d'autres ont été estropiés.

En moyenne, 9 mineurs trouvent la mort toutes les 10 000 tonnes de charbons extraites des mines turques. Le nombre d'accidents et de décès y est dix fois plus important que dans les pays de la CEE et près du double de pays comme la Tunisie ou l'Égypte. Les accidents dans les mines représentent 9,8 % des accidents du travail en Turquie (les deux premières places revenant au secteur de la construction avec 18 %, et à la métallurgie avec 11 %). Entre 1981 et 1986, il y a eu chaque jour, en moyenne, 415 accidents du travail, dont quatre mortels.

Selon les experts syndicaux, seuls 2 % des accidents dans les mines peuvent être considérés comme "inévitables", le reste étant dû au non-respect des normes de sécurité et à la vétusté des installations, ainsi qu'au "productivisme" outrancier.

La situation s'est fortement dégradée après le coup d'État de 1980, qui a mis hors la loi le principal syndicat combatif des mines, Yeralti Maden-Is (lié à la centrale DISK) et arrêté ses dirigeants. Yeralti Maden-Is avait imposé le respect d'une série de normes de sécurité et l'instauration de conseils ouvriers qui avaient le pou-

voir d'intervenir en cas de danger et de stopper la production. Ce système a été aboli par les militaires...

L'accident de Yenice a soulevé un grand émoi et une vague de protestations ouvrières. Trois directeurs ont été arrêtés et l'armée, dépêchée sur les lieux pour mater la colère ouvrière, les a sauvés de justesse du lynchage.

Une grève générale de deux heures a eu lieu le 14 février dans toutes les mines du pays, alors que 35 000 employés municipaux d'Istanbul faisaient une grève de solidarité le lendemain. Des actions de plus grande envergure décidées par les deux syndicats de mineurs, Genel Maden-Is et Türkiye Maden-Is, ont été désamor-

cées par la direction de la centrale pro-gouvernementale Türk-Is.

Le 21 février, un attentat au cocktail Molotov a été perpétré contre le siège du syndicat, à peine quelques minutes avant la réunion de la direction de Türk-Is qui devait décider d'une éventuelle action à l'échelle du pays. Il s'agit probablement d'une provocation.

Alors que les familles des 66 mineurs de Yenice pleuraient encore leurs morts, le 22 février, c'était au tour de trois ouvriers de la compagnie des ferry-boats d'Istanbul de trouver la mort dans un accident de travail : ils ont été empoisonnés en procédant à la dératisation des bateaux de la compagnie... leurs masques à gaz étaient défectueux ! ★

MAROC

Grèves de la faim

De nouvelles grèves de la faim se poursuivent depuis le début de l'année dans les prisons marocaines, à Marrakech, Rabat et Meknes. En fait, les prisons marocaines sont agitées depuis plus de quatre ans par des vagues de protestation des détenus politiques contre les mauvaises conditions de détention.

Le 19 août 1989, Abdelhak Chbada, un étudiant de 28 ans, est décédé à la suite d'une grève de la faim de 64 jours, à Rabat. Trois autres détenus, accusés d'appartenir au mouvement d'extrême gauche du 23 mars ont été hospitalisés en état de coma. Des actions du même type se sont également déroulées dans d'autres prisons du pays, à Casablanca et Marrakech. Selon l'Organisation marocaine des droits de l'homme, il y aurait encore au moins 266 prisonniers politiques au Maroc.

Le 31 janvier dernier, les prisonniers politiques de la prison civile de Casablanca nous ont transmis le texte suivant :

« Au moment où se poursuit la grève illimitée de la faim des détenus politiques de Marrakech et de Rabat, les détenus politiques de Meknes (11 militants) se trouvent contraints, à leur tour, d'observer une grève de la faim illimitée, à compter du 13 janvier 1990, pour faire valoir leurs droits légitimes à l'enseignement, à l'information, aux soins médicaux, à une nourriture convenable, à la "pro-

menade" et à la visite dite de contact, ainsi que leur droit au regroupement.

« Le recours à la grève n'est intervenu qu'après qu'ils aient tenté vainement tous les autres moyens : demande de dialogue avec l'administration de la prison, sollicitations écrites et répétées de l'intervention de l'administration pénitentiaire centrale et du ministre de la Justice, communiqués, lettres ouvertes, etc.

Face à toutes ces initiatives, au lieu de satisfaire les revendications légitimes des prisonniers, l'administration persiste dans son refus de dialoguer avec eux. Pire encore, elle a multiplié dernièrement les harcèlements à l'encontre des détenus et de leurs familles.

« Nous, soussignés détenus politiques incarcérés à la prison civile de Casablanca, condamnons énergiquement la politique d'homocide volontaire qu'opposent les responsables marocains aux modestes et légitimes revendications des grévistes de la faim et appelons toutes les consciences vives et les défenseurs des droits de l'homme à intervenir auprès des autorités marocaines en vue de la satisfaction des revendications des grévistes de la faim et, partant, d'empêcher une éventuelle réédition du drame des groupes de Marrakech et de Rabat. » ★

Mohammed Qnouch,
Abdallah Ajaha, Dahbi Machrouhi

L'Eglise et la perestroïka

Récemment le gouvernement soviétique a fait de nombreuses concessions aux Eglises : visite de Gorbatchev au Pape en novembre 1989, discussion d'une nouvelle loi sur la liberté de conscience, couverture médiatique importante des événements religieux, etc. Les Eglises, pour leur part, mettent constamment l'accent sur leur intérêt pour la perestroïka et sur leur appui actif des batailles gouvernementales contre les problèmes sociaux tels l'alcoolisme, la délinquance et la drogue.

Ainsi, à la fin 1989, s'est formé un groupe d'initiative pour appuyer la perestroïka : "L'Eglise et la perestroïka". Ses militants ont déclaré vouloir : le renouveau de l'Eglise orthodoxe russe ; démocratiser la vie paroissiale ; organiser du travail missionnaire, des écoles et des bibliothèques religieuses ; créer une organisation de jeunesse chrétienne ; et participer à des activités charitables. Dans ce dernier domaine, (voir *Inprecor* numéro 297 du 13 novembre 1989), l'offensive de charme des Eglises est arrêtée par la législation existante qui leur interdit toute action caritative.

Cependant, malgré cet obstacle, des croyants ont commencé à s'occuper de malades dans plusieurs cliniques de Moscou, de Leningrad et de différentes autres villes, et ont organisé de nombreux concerts de charité, dont l'un dans la principale synagogue de Moscou.

Aujourd'hui, les représentants des Eglises peuvent également visiter les prisonniers. En août 1989, le métropolite de Kiev s'est rendu dans un camp de travail près de cette ville, tandis qu'un prêtre orthodoxe visitait la prison Butyrki de Moscou. En décembre dernier, les portes du camp de travail pour femmes de Berezniki ont été largement ouvertes aux prêtres et la *Literaturnaya Gazeta* a décrit avec "émotion et sympathie" comment les prisonnières se sont signées et ont fondu en larmes en les voyant arriver. C'est probablement l'appel du gouvernement à « utiliser toutes les forces disponibles pour combattre le crime » qui a déterminé ces expériences, encore limitées pour l'instant, mais qui ne devraient pas tarder à se développer. ★

URSS

Nouveaux chiffres du chômage

Le rapport annuel du Comité d'Etat des statistiques (*Goskomstat*), publié le 28 janvier dernier, révèle qu'en Union soviétique 13 millions de personnes ne participent pas à la production sociale dont 4,3 millions sont des femmes au foyer, 4 millions font leur service militaire et 4 autres millions sont « des gens temporairement sans emploi parce qu'ils viennent de le perdre ou à cause de la nature saisonnière de leur occupation, des handicapés qui ne peuvent travailler, ou des gens qui cherchent à éviter le travail social utile, et autres ». Ces chiffres établiraient le taux national de chômage autour d'environ 2 %, mais ils ne sont guère fiables.

Ainsi, *Argumenti i Fakti* a récemment publié une interview d'Evgenii Afanas'ev, cadre du Comité soviétique du travail (*Goskomtrud*), qui concède que les fonctionnaires ne font aucun effort pour mesurer scientifiquement le taux de chômage. Si cet article ne donne aucune information nouvelle à ce sujet, il contient en revanche des statistiques inédites sur l'emploi : selon Afanas'ev, environ un million et demi d'emplois ne sont pas occupés en URSS. A Moscou, 112 000 postes d'ouvriers et 14 000 d'employés sont disponibles. Plus de 100 000 étrangers travaillent actuellement en URSS pour aider à pallier à ce manque de bras. La plupart d'entre eux sont des Vietnamiens ou des Chinois vivant dans la région orientale du pays.

En revanche, les statisticiens estiment que la moitié des chômeurs vivent en Asie centrale, au Kazakhstan, et au Caucase — ainsi, en Ouzbékistan, il y aurait 800 000 chômeurs pour neuf millions d'habitants. ★

Effervescence à Tchernigov

Les Nouvelles de Moscou du 28 janvier 1990 ont rapporté que, le 6 janvier dernier, dans la ville de Tchernigov, la découverte fortuite par la population d'un stock de nourriture rare dans la voiture de service du Comité exécutif du Soviet régional a déclenché une série de meetings de protestation qui ont culminé le 9 janvier par une manifestation de plus de 20 000 personnes. Cette explosion d'indignation n'est pas tombée du ciel : déjà aux élections pour le Congrès des députés du peuple, le premier secrétaire du Comité régional du Parti communiste avait été battu à plates coutures.

Voici l'opinion du tourneur Mikhail Kalachnik : « Certains communistes de l'entreprise ont déclaré qu'ils refusaient d'adhérer au même parti que les dirigeants hypocrites. Ils leur reprochaient de se prononcer, en paroles, pour la justice sociale, mais de la fouler aux pieds, ainsi que de s'éloigner toujours davantage des membres du rang. Alors que plus de 20 000 familles attendent toujours d'obtenir un logement, nous ne pouvons plus tolérer que soit érigé au centre-ville un immeuble de deux étages pour l'appareil du Parti. (...) Nous avons protesté contre la construction sur la rive de la Desna d'un luxueux hôtel du Comité régional. (...) Nous avons exigé la création de groupes de contrôle ouvrier, qu'il soit rendu compte des dépenses financières du Comité régional et qu'une partie des immeubles administratifs soit allouée aux établissements pré-scolaires. »

Les communistes oppositionnels et critiques réclament l'élection directe par la base des fonctionnaires et des délégués du parti à tous les niveaux. ★



URSS

Vérités et mensonges sur Trotsky

News from Ukraine a publié dans son numéro 50, une interview de Vitaly Rosstalny, un jeune chercheur qui, depuis quinze ans, se consacre à ressembler les noms de toutes les victimes de la répression stalinienne. Il a, entre autres, déclaré : « Après la mort de Lénine, Staline a commencé à forger consciemment son image de dirigeant intouchable. Il avait besoin de dépeindre Trotsky comme un ennemi du léninisme. Or Trotsky, contrairement à Staline, jouissait d'une grande popularité. Staline a donc dû mener une campagne contre Trotsky, afin de se faire connaître des masses. Après avoir complètement vaincu Trotsky et ses partisans, Staline est devenu le seul dirigeant. Ensuite, il a organisé des campagnes similaires durant toute sa vie, qui n'ont fait qu'augmenter son prestige. Staline a accumulé un tel pouvoir qu'il était déjà impossible de le lui disputer. »

Cette prise de position est d'autant plus remarquable qu'elle coïncide avec une nouvelle tentative visant à rendre Trotsky co-responsable des crimes de Staline (voir *Inprecor* numéro 302 du 9 février 1989). Alexandre Yakovlev, secrétaire du Comité central préposé à la réhabilitation de toutes les victimes de Staline — y compris Trotsky —, a cru utile de glisser dans une interview accordée aux *Nouvelles de Moscou* (7 janvier 1990) une petite phrase affirmant que « la collectivisation, par exemple, doit être examinée dans le contexte général de la politique stalinienne, politique en somme trotskyste, basée sur l'antisémitisme à l'égard du paysan ».

Il s'agit d'une falsification historique grossière, présentée sous le titre *La démocratie morale*. Belle morale en vérité... Trotsky a combattu sans réserves la politique de collectivisation forcée de l'agriculture. La légende stalinienne selon laquelle Trotsky "sous-estimait" ou "méprisait" la paysannerie n'a aucune base documentaire.

Qu'Alexandre Yakovlev publie donc en URSS tous les textes du *Bulletin de l'opposition*. Ainsi, les lecteurs soviétiques pourront se rendre compte des positions réellement défendues par Trotsky. Voilà ce qu'exige une véritable "démocratie morale". ★

A l'offensive !

DES FEMMES réunies à la Volksbühne à Berlin-Est (un grand théâtre du centre ville), en décembre dernier, ont fondé la Fédération indépendante des femmes et adopté un "manifeste pour un mouvement autonome des femmes". Comme l'affirme Ina Merkel représentante élue de cette fédération et auteur du manifeste, « la première revendication mise en avant est la participation des femmes à toute décision politique » (*Les cahiers du féminisme*, numéro 52, Printemps 1990).

Dès le mois d'octobre, quelques femmes avaient décidé, en pleine effervescence, de se regrouper afin de peser sur les évolutions en cours. Pour Ina Merkel : « Si toutes les décisions politiques sont cette fois encore prises sans nous, notre chance de participer à l'évolution de la société est perdue pour des années ! ». Rapidement, après le début des mobilisations, une floraison de groupes de femmes est apparue, affirmant tous plus ou moins de la même façon qu'au pays où "l'égalité des droits est acquise" (1) non seulement la contradiction entre les discours officiels et la réalité quotidienne n'est plus acceptable, mais que même un vaste mouvement démocratique comme celui-là n'est pas une garantie pour les revendications des femmes. Seule leur participation active mais surtout leur auto-organisation à l'intérieur d'un tel mouvement est capable de garantir leurs droits et leur place dans l'élaboration de "nouvelles bases sociales".

Coincidence ou clin d'œil de l'histoire, c'est la social-démocratie allemande qui, la première, à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, avait organisé autour d'elle, dans des conditions politiques difficiles, un mouvement de femmes socialistes de plusieurs milliers de femmes (2). C'est sous l'impulsion des socialistes allemandes, qu'en 1910, la seconde Conférence internationale des femmes socialistes avait décidé à l'unanimité de faire de la journée du 8 mars une journée internationale pour le droit de vote des femmes et leurs revendications. L'année suivante, à Berlin, 45 000 femmes ont participé au 8 mars...

Quatre-vingts ans après que le 8 mars soit devenu une journée internationale des femmes, même l'égalité "formelle" est loin d'être acquise dans la plupart des pays du monde. Le féminisme reste donc d'une actualité brûlante, malgré les discours à la mode qui annoncent son "dépassement".

Sophie MASSOURI

Nul doute que cette année, 80 ans plus tard, le 8 mars en RDA revêtera pour les héritières des socialistes allemandes un caractère particulier, loin cette fois des défilés officiels (3), pour redonner au combat féministe son véritable caractère subversif. Comme le disent les féministes est-allemandes, la menace de la réunification allemande telle qu'elle se dessine laisse planer de sérieuses inquiétudes quant à leurs droits et acquis (4).

Ailleurs, dans les pays du Tiers monde, les femmes subissent aussi de plein fouet les mesures d'austérité des politiques économiques imposées par les grandes puissances coloniales. Elles sont les premières victimes des fanatismes religieux, un peu partout à l'honneur. Dans certains pays développés, ou du moins dits "avancés" comme aux Etats-Unis, le droit à l'avortement est remis en cause, à moins d'être simplement nié, ou bien encore médicalisé comme si le corps des femmes appartenait à tout le monde sauf justement aux femmes. Les violences, les mutilations sexuelles, la claustration... partout, sous plusieurs formes, c'est la dignité de la moitié de l'humanité, et donc de l'humanité toute entière, qui est atteinte.

L'évolution la plus marquante de ces dernières années est l'organisation de plus en plus importante des femmes en Afrique et en Amérique latine, dans les syndicats, les organisations politiques, et dans la défense des droits démocratiques. Mais là n'est pas le seul fait à souligner. Elles s'organisent davantage, mais aussi de plus en plus entre elles.

Si en 1889, les socialistes allemands réussissaient à élaborer et imposer un programme de revendications très concret en direction des femmes (qui devait être repris peu de temps après par la Seconde Internationale) ce n'était pas parce que le Parti social-démocrate allemand était profondément convaincu dans son ensemble de cette nécessité, mais bien au contraire

grâce au rapport de forces que les militantes du parti avaient construit.

La prise en compte des "questions des femmes" dans le mouvement ouvrier international ne va jamais de soi, même pour les forces progressistes. Partout elle nécessite d'abord une prise en charge par les militantes elles-mêmes. En Afrique du Sud, au Brésil, au Nicaragua, en RDA, les diverses expériences des femmes à l'intérieur de leurs organisations montrent qu'il est parfois difficile de s'affronter aux traditions du mouvement ouvrier sur ces questions (voir notre dossier en pages centrales).

Reconstruire le rapport de forces

Comme aux Etats-Unis, la force de l'organisation des femmes pour la défense et la conquête de leurs droits a montré que, face aux attaques directes contre le droit à l'avortement, elle peut résister aux forces réactionnaires. Mais, elle a montré en premier lieu, qu'aucun droit acquis des femmes n'est à l'abri d'une telle remise en cause.

Dans certains pays d'Europe, le reflux des mouvements des femmes, leur incapacité à intégrer de nouvelles forces, et notamment les jeunes, l'absence dans la plupart des cas de lien avec le mouvement syndical et avec les femmes sur le marché du travail, hypothèquent pour le moment de nouvelles conquêtes pourtant nécessaires.

Mais partout, la capacité des femmes à se mobiliser dans des mouvements de masse démocratiques ou dans les luttes syndicales prouvent qu'elles ne renoncent pas à lutter et qu'elles veulent prendre toute leur place. La reconstruction alors d'un rapport de forces favorable aux femmes se fera peut-être sur de nouvelles bases. Cela fait aussi partie des tâches des révolutionnaires, pour que partout enfin, les femmes reprennent l'offensive. ★

23 février 1990

1) Déclaration de l'ex-président Honecker devant le VIIIe Congrès du SED, en 1971.

2) Jusqu'en 1908, interdiction était faite aux femmes de participer à des réunions.

3) En RDA, le 8 mars avait jusqu'à présent l'honneur d'une célébration officielle.

4) Le taux d'activité des femmes en RDA est de 93 %, les équipements sociaux et les crèches en particulier sont incomparablement meilleurs que ceux de RFA où le taux d'activité des femmes est d'ailleurs moins élevé.